

LES DROITS DE L'ENFANT

Par Victor LAROCK

LUNDI 23 octobre, le Prix Nobel de la Paix a été décerné au Fonds de l'O.N.U. pour l'enfance.

C'est avant tout à une œuvre d'assistance mondiale que va la récompense : assistance contre la faim, contre la maladie et contre l'ignorance.

Mais nous ne pouvons oublier que l'action humanitaire procède elle-même d'une Déclaration : celle des Droits de l'Enfant, qui n'avaient jamais été formulés et qui l'ont été, universellement, il y a un peu plus de cinq ans.

La Déclaration tient en dix principes, qui peuvent se résumer ainsi :

1. Tous les enfants ont les mêmes droits, sans distinction de race, de couleur, de langue, de religion ou de condition de fortune ;
2. L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale, afin de pouvoir se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral et social ;
3. Il a droit à un nom, à une nationalité ;
4. Droit aux soins de santé ;
5. Droits de l'enfance inadaptable ou arriérée ;
6. Droit à la sécurité, à une sollicitude affectueuse ;
7. Droit à l'éducation ;
8. Priorité de protection en cas de danger ;
9. Droit de choisir un travail ou de ne pas travailler jusqu'à un certain âge ;
10. Droit à une formation authentiquement humaine.

Tout cela, dira-t-on, va de soi. A quoi bon énoncer des droits qui sont l'évidence même ?

Ils sont si peu l'évidence même qu'à la fin du siècle dernier encore, un essayiste de tendance conservatrice, Emile Faguet, s'écriait dans un ouvrage sur *Le libéralisme* :

« Comment peut-on parler des droits de l'enfant ? Un droit est toujours l'expression d'un contrat. Quel contrat voulez-vous que l'enfant soit capable de conclure ? »

Chez nous, le vieux Woeste déclarait :

« Légiférer sur la durée du travail des enfants ou la limitation d'âge ? Non, ce n'est pas l'affaire de l'Etat ! » Il ajoutait cette justification : « Si les parlementaires s'occupaient de ce problème, c'est toute la question sociale que l'Etat serait bientôt entraîné à prendre à sa charge. Cela, nous ne le voulons pas : c'est le domaine privé. »

Telle est la conception contre laquelle les auteurs de la Déclaration se sont dressés, en 1959.

L'égalité des droits de tous les enfants, quelles que soient leur race, leur langue, leurs croyances ou la couleur de leur peau, revient plusieurs fois, comme un thème fondamental, dans les dix principes.

N'en soyons pas surpris. En Europe, les monstrueux souvenirs du racisme ne sont pas encore si lointains. Dans le reste du monde, les millions d'enfants sont toujours exposés à souffrir non seulement de l'insécurité et de la faim, mais de l'odieuse bêtise et

de la méchanceté que les vieilles mythes raciales entretiennent dans un grand nombre de pays pauvres.

Il est, je crois, de l'auteur américain Steinbeck, ce récit d'un drame qui se déroule dans les landes boliviennes.

Un pauvre diable d'Indien se traîne sur la route. Il a erré tout le jour de ferme en ferme, offrant ses services. Personne n'a voulu de lui. Et il rentre, sous une pluie battante, dans le village où ceux de sa race sont haïs.

Sa race ? Il est métais, dans un pays où presque tous le sont.

Mais c'est un métais venu d'ailleurs. Son teint est un peu foncé. Il parle un autre dialecte. Cela suffit pour que lui et les siens soient traités comme des êtres d'une autre espèce.

La veille, son fils de six ans a été malmené en quittant l'école. Ils se sont tous jetés sur lui et lui ont cassé un bras.

Le père, désespéré, n'importe où. Il n'en a pas trouvé : il devra continuer à vivre dans le même village. Et le récit s'achève sur ces simples mots :

« Ce qui l'accablait le plus était de se dire : Il faudra bien que je lui explique... Mais comment ? Comment ?... »

Cette réflexion de père a quelque chose de déchirant dans sa vérité. Comment, en effet, expliquer à un enfant qu'il sera battu sans avoir rien fait de mal, qu'il sera haï, qu'il n'aura pas d'amis... parce qu'on le croit différent des autres ?

Plus d'un père et d'une mère de chez nous, prenant connaissance de la Déclaration en dix points, se demanderont si des principes aussi naturels peuvent encore être contestés. Ces droits des enfants aux soins de santé, à la protection, au choix d'un métier, ne sont-ils pas, aujourd'hui, admis sur toute la surface du globe ?

Qu'ils se demandent plutôt chez combien de peuples la Déclaration n'est pas vouée, pour longtemps encore, à rester lettre morte ! Nos conditions d'existence sont sans commune mesure avec celles de nombreuses populations sur lesquelles le fardeau de la sauvagerie primitive pèse encore du plus grand poids.

Allez parler des soins de santé dus aux enfants, là où ce qu'on appelle « l'espérance de vie » n'atteint pas trente ans, où le tiers des êtres par la mortalité infantile !

mis au monde sont fauchés. Ou de la protection à laquelle ils ont droit, dans les luttes que se livrent les adultes, en Indonésie, en Malaisie, au Viet-nam, dans l'Inde et le Pakistan, et en Afrique, partout où sévissent des rivalités tribales, sectaires ou nationales.

Ou du droit à l'éducation, dans tant de régions du monde où la grande majorité de la population est illettrée...

En décernant le Prix Nobel de la Paix au Fonds de l'en-

(Lire la suite en page 2)

Opusdeïsme

Màs seriedad y menos hipocresía

CADA vez que algún periódico critica a los políticos, economistas o técnicos del Opus Dei, le salen al paso el secretario y los edecanos de la «Sociedad sacerdotal de la Santa Cruz». Y, con rara unanimidad, todas las cartas dicen lo mismo y hasta con las mismas palabras : que el Opus Dei es una asociación para el apostolado evangélico; que se ha fundado para que la fe cristiana informe plenamente las actividades de cada uno; que sus afiliados son libres de tener las ideas políticas que quieran; que de sus actos responden ellos personalmente y que se comete una gran injusticia identificando a los opusdeístas con el Opus Dei ya que el Opus no tiene nada que ver con lo que hagan política o económicamente los opusdeístas.

Naturalmente, eso no lo cree nadie. De la misma manera que esas protestas o aclaraciones «espontáneas» responden a las consignas de los dirigentes del Opus, lo que demuestra que la obediencia —más que disciplina— a sus superiores es rígida, su contenido no responde a la verdad. En eso, el Opus sigue la misma técnica que emplearon Goebbels y Stalin, esto es, que una mentira repetida varias veces y por diversas personas, acaba por convertirse en verdad en la cabeza de los perezosos mentales. ¡Y abundan tanto los perezosos mentales! Pero quienes piensan por cuenta propia, saben que los opusdeístas que envían esas rectificaciones mientan, ya que fue el Opus quien colocó a esos opusdeístas en los puestos políticos, económicos y técnicos que ocupan, y que es el Opus quien se beneficia política y económicamente de los «éxitos» de sus ahijados. De todos modos, una cosa resulta evidente: que lo de «la fe cristiana informando las actividades de cada cual» queda más que malparado, a juzgar por lo mal que lo hacen.

No estará de más recoger aquí las declaraciones que acaba de hacer a un periódico alicantino el abad del faraónico Monasterio del Valle de los Caidos, Justo Pérez de Urbel, en las que afirma «que Roma ha advertido ya al Opus Dei que si no se limita a ser un Instituto reli-

gioso, harán odiosa a la Iglesia». «El Opus Dei —continúa el abad— quiere ocupar puestos importantes e infundirles el espíritu de Cristo. Pero al hacer eso, hace política. Aunque triunfasen los ideales del Opus, nunca obtendrían la aprobación unánime de la nación; y si fracasan, como ha sucedido recientemente con los problemas agrarios, es peor, pues la gente pensará —termina el abad— que el Opus Dei no persigue más que fines temporales».

No está mal ese palmetazo del abad del Valle de los Caidos, falangista por más señas. Aunque cuando dice que Roma ha llamado ya la atención del Opus Dei, nosotros creíamos que iba a referirse a otra cosa igualmente cierta. Creíamos que se refería a que Roma está reclamando con insistencia al Opus Dei que presente las cuentas, cual es obligación de todos los Institutos de esa naturaleza. Pero el Opus Dei está dando largas al asunto. Bien está que comience Roma por pedirle cuenta de las cuentas. Eso alentará aun más al pueblo español para que en su día también le pida otras cuentas. ¡Y gordas!

R.

El Opus Dei, que no tolera que en España se le critique y que ordenó en su día al ministro de Información que se cortara la polémica que se había iniciado en los periódicos, no podía consentir que el Abad del monasterio de los Caidos, por muy abad que fuese, lanzara en el diario «Informaciones» que aparece en Alicante, las declaraciones a que hacemos alusión en la nota que antecede. Inmediatamente, el Opus, utilizando los medios de «persuasión» cristiana que le son habituales, consiguieron del abad que rectificara, echando sobre el pobre periodista la responsabilidad de los juicios que le atribuía. El abad rectificó. Y el abad conserva la abadía, la abadía bien vale una misa. Aunque no se sabe por cuánto tiempo. El Opus no mezcla la religión con la política. Ni la política con la religión. El Opus ha encontrado una fórmula salvadora: Ser político entre los religiosos y religioso entre los políticos. ¡Alabado sea el señor José María Escrivá de Balaguer!. — R.

Evolución económica y voluntad

Por César BARONA

UA en el Manifiesto Comunista, Marx y Engels apuntan las dos tesis sobre la revolución que se pasean a lo largo de sus obras y que después han sido objeto de controversias entre sus discípulos según hayan sido éstos partidarios de la tesis evolucionista, como Kautsky, o voluntarista, como Lenin.

El nacimiento y desarrollo de la burguesía y del proletariado el Manifiesto los presenta como evolucionistas, mientras que al final del capítulo segundo, cuando explica las medidas que debe tomar la revolución, el Manifiesto es voluntarista.

La tesis evolucionista, o de la madurez de las fuerzas productivas, ha sido acentuada, subrayada, por los partidarios de que la revolución socialista se produzca cuando las fuerzas productivas capitalistas lleguen a su apogeo.

La tesis voluntarista fía todo el porvenir en la voluntad proletaria para la revolución.

En el famoso prefacio de la Crítica de la Economía política, Marx dice: «En la producción social de su existencia los hombres entran en relaciones determinadas, necesarias, independientes de su voluntad». Marx prosigue más adelante: «En un cierto estado de su desarrollo, las fuerzas productivas materiales de la sociedad entran en contradicción con las relaciones de propiedad existentes en el seno de las cuales se habían movido hasta entonces. De formas de desarrollo de las fuerzas productivas que eran esas relaciones, vienen a ser trabas. Entonces se abre una época de revolución social. El cambio en la base económica re- vuelve más o menos lenta o rá-

pone lo que ha sido el hilo conductor de su concepción histórica y las relaciones económicas entre los hombres. « En la producción social de su existencia, los hombres entran en relaciones determinadas, necesarias, independientes de su voluntad. Este determinismo unilateral, que hace del hombre un producto de su medio económico, no se limita a la infraestructura constituida por estas relaciones de produc-

(Pasa a la página 7)

España, país de misión?

En una encuesta realizada por la H. O. A. C.: Sobre 15.431 obreros de toda España, todas las especialidades y de edades diversas, hay 89,6 por 100 que se declaran anticlericales, 41,3 por 100 antirreligiosos y 54,7 por 100 sin preocupación alguna por la religión. 36 por 100 se muestran cristianos en las « grandes ocasiones » (bautizo, casamiento, defunción), pero solamente el 7,6 por 100 asiste a misa todos los domingos.

En otra encuesta realizada en la Universidad de Madrid, de las mujeres afirman que creen en Dios casi el 30 por 100 de los hombres y el 10 por 100 de las mujeres dudan, o no creen que Jesús fuese Dios. Solamente el 59 por 100 de los hombres y el 84 por 100 de las mujeres creían en la infalibilidad del Papa en materia de fe. Para atear el nivel de preocupación religiosa en el orden intelectual se preguntó si habían leído «Pacem in terris»: solamente el 20 por 100 de los hombres y el 21 por 100 de las mujeres (entre ellas algunas monjas) contestaron afirmativamente. Finalmente, el 72 por 100 de los hombres y el 57 por 100 de las mujeres se manifestaron en favor del estado confesional; apareció una proporción desdénable de antirreligiosos y de anticlericales. El 21 por 100 de los hombres y el 37,5 por 100 de las mujeres se mostraron favorables a un estado católico. Esta encuesta fue realizada por Miguel Benzo, consejero de la Acción católica universitaria. (De « Témoignage Chrétien », 4 noviembre 1965).

Portugal frente al Occidente

¿Quién será el verdadero interlocutor de Portugal con Occidente? ¿Salazar y su Gobierno o los representantes de la oposición democrática?

Las naciones democráticas no pueden asentir las palabras de Salazar que se presenta como campeón de la defensa de Occidente, so pretexto de que toda la oposición al régimen es, o en esencia, comunista, o políticamente dominada por el Partido Comunista.

Ese es el equívoco que el régimen alimenta. Hasta ahora encontró audiencia cerca de los Gobiernos democráticos occidentales, convencidos de que no pueden discutir la representatividad de otro Estado sin inmiscuirse en sus derechos soberanos, al igual que cerca de los organismos políticos y sindicales internacionales, lo que ya es mucho más grave. Estos últimos propugnan el respeto de las libertades fundamentales, pero ignoran que estas son cotidianamente pisoteadas en Portugal.

La verdadera cara política del Gobierno Salazar

Es inadmisibles que se reconozca la legalidad del Gobierno Salazar, cuando se sabe que ha impuesto al país la Constitución de 1933, dicha «unitaria y corporativa», bajo cuyo eufemismo esconde su totalitarismo. Los fundamentos del «Nuevo Estado corporativo» se mantienen aún hoy contra la legalidad democrática:

1. Una policía política — la FIDE — rica de un pasado de asesinatos, de torturas y de persecuciones;
2. Un partido único, «União Nacional», que se reserva el monopolio de la representación política en un Parlamento fantoche;
3. Dos organizaciones paramilitares típicamente totalitarias, la de la juventud, «Mocidade Portuguesa», y la de los adultos, «Legião Portuguesa»;
4. Los sindicatos verticales fascistas: «Sindicatos Nacionais».

En 1960, existían 325 sindicatos nacionales en toda la metrópoli. A ellos se hallaban adscritos 976.000 trabajadores.

La organización sindical fascista fue creada por el régimen de Salazar después de haber prohibido la libertad de asociación profesional, y de haber eliminado las organizaciones sindicales libres que se habían creado en tiempos de la República liberal (1910-1926).

La afiliación a los Sindicatos nacionales es obligatoria para poder ejercer una profesión, siendo retenida la cotización por la patronal sobre los salarios.

La cima de la organización sindical fascista está constituida por el Instituto Nacional del Trabajo y Previsión (I.N.T.P.), departamento de Estado que controla la actividad sindical y cu-

yos funcionarios son los auténticos dirigentes de toda actividad sindical.

El propio Salazar ha definido el papel de los Sindicatos nacionales en un discurso pronunciado el 16 de marzo de 1933, en los locales del Partido único:

«La profesión recibe del Sindicato cohesión, consistencia y conciencia de su propia dignidad. No hay Sindicato allí donde no exista espíritu corporativo, de conciencia del valor del trabajo y del lugar que éste ocupa en el conjunto de la producción, de comprensión de la necesidad de cooperar con todos los demás factores para el progreso de la economía nacional. Donde estas cualidades no existan, donde sólo predomine la lucha de clases, no tendremos verdaderamente un sindicato sino que tendremos la asociación revolucionaria, la fuerza al servicio del desorden.»

Durante la guerra de España y durante la primera fase de la segunda guerra mundial, Salazar no escatimaba sus alientos para Hitler. Solamente cuando los ejércitos nazis fueron definitivamente derrotados se decidió a ceder las bases de las Azores a los aliados. La jugarreta resultó, puesto que nadie reaccionó ante la opresión que sufría el pueblo portugués. En 1945 se organizaron importantes manifestaciones para reclamar el derecho de elecciones libres. Se dejó al dictador entonces perseguir a todos los demócratas que osaban reivindicar una consulta democrática.

El argumento de Salazar según el cual la oposición al régimen no era más que un nido de comunistas se vio reducido a cero: contra los fascistas y la extrema izquierda, los demócratas presentaban su candidato, el general Delgado. Muy pronto se vio éste apoyado por la inmensa mayoría de la población. No pudiendo evitar el desastre por los medios legales, el Gobierno creó un clima de agitación en el país, impidió el control democrático de los sufragios, persiguió a los demócratas.

Salazar continúa haciendo creer que si él desapareciera el país sería entregado en manos del comunismo; también según sus propias palabras, la guerra atroz que mantiene en Angola, en Guinea y en Mozambique no es más que una guerra contra el comunismo en defensa de la causa de Occidente!

De hecho, los pueblos de los territorios portugueses de Ultramar se ven forzados a tomar las armas y a recurrir al terrorismo porque no se les permite presentar por otros medios sus más legítimas reivindicaciones.

La oposición a Salazar

La lucha tenaz de los comunistas contra el régimen de Salazar no se puede negar, pero sería absolutamente falso el concluir que todos los movimientos organiza-

Por A. D'ANOBRA

dos contra el régimen sean la obra del solo partido comunista. Las grandes corrientes de oposición nacional, hoy, son:

1. El movimiento católico;
2. Los republicanos demócratas y viejos liberales, que han tenido responsabilidades políticas y administrativas durante los años del régimen republicano democrático (1910-1926);
3. La corriente socialista, que ha tenido un papel muy importante en la organización de todos los movimientos legales contra el régimen y que es verdaderamente el gozne que articula la acción común;
4. El Partido comunista, cuya formación y expansión se han realizado durante el fascismo. Los comunistas se han propuesto como fin conducir una acción sindicalista ilegal por medio de organismos que ellos han denominado Comisiones Intersindicales (C.I.S.). Esta táctica, sin embargo, se ha revelado poco rentable porque el sistema de reclutamiento de los cuadros en cada profesión o empresa los exponía más todavía a los ataques de la policía. Después de una larga práctica militante en la ilegalidad, y encontrándose en consecuencia cerca de las masas trabajadoras, los comunistas disponen de un apoyo internacional que falta a las otras corrientes, a excepción de los católicos.
5. El Frente Patriótico de Liberación Nacional (F.P.L.N.) es la organización unitaria a través de la cual las corrientes políticas establecen un diálogo, directa o indirectamente, en visitas a concertar una acción común contra el régimen Salazar.

Situación real del país

El equilibrio financiero y la estabilidad del escudo en el mercado monetario internacional se ha mantenido desde el principio de la guerra colonial, gracias al aflujo de capitales extranjeros, cuyo saldo positivo llega a cubrir los déficit de la balanza de las transacciones corrientes: así el Gobierno de Salazar llega a resolver las dificultades presentes hipotecando el porvenir del país. Anualmente una parte muy importante de los capitales se desvía de los fines productivos de creación de riqueza hacia fines improductivos, puesto que alimentan una guerra colonial sin posible solución militar.

En lo concerniente a la participación de Portugal en la ayuda a las naciones subdesarrolladas, la ilusión no proviene más que del hecho que se contabiliza así las inversiones públicas y privadas hechas en los territorios de ultramar. Son desproporcionados y exageradamente elevados cuando se considera la urgencia de las inversiones necesarias para arrancar al Portugal continental de su retraso crónico, que día a día se hace más profundo con relación a los países industriales de Europa. Hay que tener en cuenta, además, que en Portugal se cuenta como ayuda a las colonias los gastos que acarrea la guerra colonial.

Salarios y poder adquisitivo de los trabajadores

Hemos determinado la media de salarios de seis industrias que emplean la mayor cantidad de trabajadores del país, en total 120.900 obreros.

Reduciendo el salario medio diario en salario horario, podemos determinar cuántas horas

debe trabajar un obrero para procurarse los artículos siguientes:

	Horas
Un kilo de carne	8
Un kilo de bacalao	4,3
Doce huevos	3,5
Un litro de leche	0,7
Un kilo de pan de trigo (primera calidad)	1,2

Si comparamos el producto nacional bruto por habitante de Portugal al de otros países (1), podemos comprobar que Portugal se encuentra en una situación inferior a la de los países de la zona mediterránea, e incluso a los de América latina.

Coste de la guerra colonial, sus implicaciones políticas y sociales

Contrariamente a lo que afirman los responsables del Gobierno, el país ha registrado una caída en el ritmo de desarrollo, que incluso las cifras oficiales no pueden ocultar. El desarrollo económico del país no solamente ha descendido a un nivel que nos aleja progresivamente de los países industriales de Europa, sino que también de los de la zona del Mediterráneo que eran nuestros tradicionales compañeros de miseria.

Hay que agregar, además, que una gran parte de las inversiones productivas y de las que se traga la guerra colonial proviene de una inflación larvada sobre los préstamos extranjeros. Esta inflación no toma de inmediato una expresión caracterizada, debido a la política de intervención del Gobierno cerca de la alta finanza y de las bancas, quienes concentran en sus manos la riqueza del país o la controlan como usureros. Ellos son los grandes beneficiarios y los cómplices del régimen de Sala-

zar, a cuya política se han ligado para la explotación hasta del mínimo vital de los trabajadores portugueses.

Las clases dominantes, la alta finanza sobre todo, la gran industria que ellas controlan, encuentran en la guerra colonial una nueva fuente de beneficios y siempre tienen la posibilidad, por el fraude, de sustraerse al pago de sobretasas y de los nuevos impuestos que el Gobierno ha lanzado continuamente sobre el país después de haber empezado la guerra de Angola y de Guinea. Son los trabajadores quienes soportan la pesada carga de los impuestos indirectos sobre las pequeñas economías, sobre todo agrícolas. De ahí viene el éxodo rural, la emigración de los trabajadores industriales.

La mitad de la población no encuentra en el país los medios de subsistencia ni un clima económico y político libre, por ello decenas de millares de trabajadores abandonan sus hogares y sus familias con el solo beneficio de Salazar, quien de esta manera se desembara de los elementos más dinámicos y más activos de la población y que además le procuran un aflujo de divisas duramente conquistadas en tierra extranjera.

Las divisas extranjeras que provienen de la emigración representan hoy una cuota-parte importante en el equilibrio de la balanza de pagos (1.972 millones de escudos en 1963). Esta suma, adicionada a los préstamos a largo término consentidos por las potencias occidentales, entre cuatro y cinco millones de escudos por año, son el origen del "famoso" equilibrio de las finanzas portuguesas, pero no se habla nunca de la contrapartida que ello implica: la hipoteca del país al extranjero que Salazar agrava de día en día, sin consultar la opinión o el deseo de los ciudadanos portugueses.

(1) "Cuadernos Económicos" de Bruselas, núm. 16, octubre 1965.

Concesión de una Beca 1966

La Unión de Estudiantes del Junior Common Room, de Worcester College, Oxford, desea otorgar una beca a un refugiado o a un miembro de un país en desarrollo. La beca es por tres años, a partir del mes de octubre de 1966.

FINANZA

La beca está financiada conjuntamente por el J.C.R. y los miembros graduados del Junior Common Room, quienes pagan una suscripción terminal, mientras que el Colegio paga los derechos de enseñanza y provee residencia durante el término del periodo. Esto no incluye los gastos de transporte hasta Oxford, aunque es posible hacer unos arreglos acerca de este punto. El premio trata de abarcar el total del costo de la educación y de la residencia en este país, durante todo el periodo del curso y de incluir gastos para todas las vacaciones. El estudiante también recibirá una subvención para ropa y el equipo que requiera.

ELEGIBLES

a) El solicitante debe ser de sexo masculino, soltero y debe tener menos de veinticinco años de edad el día 1 de diciembre de 1965.

b) Debe tener calificaciones académicas comparables con el «Honours Degree» de la Universidad de Oxford y debe estar capacitado para estudiar sus materias en inglés.

Se dará preferencia a los solicitantes que carezcan de medios para asistir a Oxford y que tengan la intención de utilizar el título una vez que vuelvan a sus respectivos países. Aunque es posible que un graduado de una Universidad nacional estará más capacitado para tomar un curso en Oxford que una persona que carezca de tal educación, esta beca no es otorgada para trabajos de investigación, de los estudiantes ya graduados.

SOLICITUDES

a) Quien esté interesado en una beca debe escribir por correo aéreo, pidiendo una solicitud a la Universidad de Oxford.

b) El solicitante debe enviar adjunto con su solicitud:

1. Copias certificadas de sus títulos escolásticos, certificados escolares y otras calificaciones que posea.
2. Los nombres de tres personas idóneas que le conozcan a él y a su trabajo académico y que estén dispuestas a dar referencias.
3. Una declaración de sus presentes circunstancias, razones que le impulsan a estudiar en Oxford y de la forma en que piensa utilizar el título obtenido en esa Universidad.

Todas las solicitudes y comprobantes serán consideradas en primer lugar por los miembros del Comité del J.C.R., pero la selección final del candidato será tomada por el Director del Colegio Worcester.

Si se piden, se devolverán todos los documentos presentados y toda la información será tratada confidencialmente.

Las solicitudes deben ser recibidas en Oxford no más tarde del día 1 de diciembre del año 1965.

Los candidatos serán informados del resultado de su aplicación antes del día 30 de abril 1966.

Las solicitudes y preguntas deben dirigirse a:

Mr. B. MASON
Chairman, J.C.R. Scholarship Comitée,
Worcester College
OXFORD.

UNITED KINGDOM REQUERIMIENTOS PARA INGRESO EN LA UNIVERSIDAD

No será posible admitir en la Universidad ningún estudiante que al menos no haya obtenido un grado y aprobado por la Universidad o haya pasado como mínimo cinco materias del Certificado General de Educación, incluyendo el idioma inglés y dos idiomas más, un reconocimiento de matemáticas y materias científicas. Dos aprobados son necesarios en cada materia de estudios superiores nivelados.

LES DROITS DE L'ENFANT

(Suite de la page 1)

fance, le jury d'Oslo a voulu mettre en lumière le fait qu'il existe des risques de conflits partout où la misère et l'ignorance entretiennent entre les peuples des causes de troubles profonds et de violences.

Toute déclaration de Droits est une victoire de la raison sur la nature des choses, c'est-à-dire sur la loi de la jungle ou du plus fort, sur la cruauté et l'injustice originelles. C'est un acte de civilisation.

Non, il n'est pas surprenant que la Déclaration des Droits de l'enfant soit si récente. A vrai dire, la civilisation qui s'y exprime est encore d'un caractère exceptionnel: c'est, en fait, le privilège des nations de l'Ouest et de l'Est, en face du Tiers-Monde.

Il faudra du temps pour qu'un principe comme celui de la priorité, en cas de péril, du droit de l'enfant à être

protégé se répande et s'impose dans tous les pays. «Pas de pitié pour les faibles» est encore la règle la plus répandue chez les peuples miséreux.

Pourtant, si l'idée de progrès a une réalité, ce ne peut être que celle qui commande à la force le respect de la faiblesse, par simple générosité humaine. Non seulement pour l'enfant, mais pour l'homme qu'il deviendra.

«Il y a, a dit quelqu'un, plus de vérité dans le regard d'un enfant que dans la parole d'un homme.»

Personne ne le nier, mais peut-être, un jour, y aura-t-il quand même plus de vérité dans la parole des hommes — notamment de ceux dont dépendent la paix et la guerre —, simplement parce que la peur et la détresse auront disparu, autant qu'il est possible, du regard des enfants.

AVIVA ESPAÑA

ANDALUCIA : « Abengoa », una de las muchas empresas que se burlan de la ley y de la justicia social

«Abengoa, S.A.» se dedica, en principio, a montajes eléctricos, pero fabrica otras muchas cosas en su complejo compuesto de cinco firmas diferentes.

En N.I.C.S.A. (Negocios Industriales y Comerciales, S.A.), mejor dicho, en una de sus factorías, ubicada en Sevilla, se fabrican señales indicadoras para las carreteras y material para la Telefónica. Lo que fabrica tiene menos importancia que la situación de los trabajadores que emplea. Son éstos unos 40 y salvo excepciones —si las hay— todos son eventuales.

Al entrar en la factoría firman contratos de uno a tres meses, contratos que se van renovando hasta el punto de que hay trabajadores que llevan en esta situación de eventuales hasta la friolera de seis años.

«Abengoa, S.A.», en su factoría sevillana, no paga más que el salario base. Así, un especialista, casado y con tres hijos, como no le paga más que el salario base —70 pesetas—, sumándole los puntos y las gratificaciones, cobra al mes 3.500 pts. Es decir 700 pesetas por persona y mes. Se trata, como puede deducirse, de una dieta alimenticia muy propia de fraile en penitencia, puesto que hay que descontar alquiler, ropa, calzado y otros gastos de casa. Alimentarse así o pedirle al boticario arsénico para suicidarse son dos caminos igualmente seguros para ir al cielo.

En la factoría sevillana de «Abengoa, S.A.» —que es muy seguro que sea el exacto muestrario de lo que sucede en las otras dependencias de esta cristianísima empresa—, no se asciende porque el ascenso implica aumento del salario-base. Por eso hay obreros de la categoría de oficial de 3a., que llevan 15 años en la misma categoría.

¿Cómo pueden vivir los obreros de «Abengoa, S.A.»? No es un misterio ni un milagro, sino una de las diversas formas que emplean los empresarios españoles a fin de que la mercancía-trabajo

no desaparezca del mercado segada por la muerte por el hambre. Los obreros de «Abengoa, S.A.» trabajan casi todos cuatro o cinco horas extraordinarias.

Lo extraordinario de estas horas extraordinarias es que no tienen nada de extraordinario. Es el pan cotidiano, el ordinario de los trabajadores que se resisten a morir de miseria. Con ello se vulnera ordinariamente la jornada máxima y legal de 8 horas, sin perjuicio de lo cual la jornada legal sigue siendo de 8 horas, sin que la Inspección de Trabajo se enfade ni se falte a la legalidad.

Y se trata de una empresa que trabaja para el Estado, puesto

que las carreteras son del Estado y el Estado es uno de los principales accionistas de la Telefónica. Mayor complicidad del régimen con esta ilegal e inícuca explotación, ejercida por una empresa privada, no se puede concebir, como no se puede concebir mayor inmoralidad empresarial y de los funcionarios del Estado que la toleran.

Mas todo se explica en el reino franquista. Donde se vulnera la ley, no hay sólo una empresa prevaricadora, existen también las propinas y los regalos que estipendian a los que tienen la misión de que se respete la ley.

C.

EN TOLEDO: Emigración y tierras sin cultivar

A pesar de estar cruzado por el Tajo, Toledo y su provincia presentan un panorama agrícola verdaderamente desolador. Del millón y medio de hectáreas cultivables de la provincia sólo la mitad están en explotación y de éstas, no hay más de cincuenta mil que sean de regadío, cuando, fácilmente podrían serlo unas ciento ochenta mil. La extensión media de cada parcela de tierra es inferior a dos hectáreas, y dos tercios de las existentes no llegan a una hectárea.

También en la industria existe el mismo fenómeno de atomización. Estadísticamente, solamente se cuentan dos obreros por cada empresario industrial. En el comercio la proporción de obreros asalariados queda reducida a la mitad.

Esto quizá explique que cada año emigren de Toledo y su provincia tantos toledanos, por lo menos, como nacen. La emigración no se dirige solamente a Alemania, Francia o Suiza; son también muchos los que se desplazan a otras provincias españolas. Según las últimas cifras oficiales publicadas por el Instituto Nacional de Estadística,

y refiriéndose al mes de abril, han salido de la provincia para establecerse en Madrid, Barcelona y Valencia principalmente, 1.138 personas, 609 hombres y 529 mujeres; de entre ellos, la tercera parte menores de quince años y casi la mitad, ya casados.

Contando con esta sangría de la emigración, de cada cien habitantes de la provincia, trabajan activamente tan sólo treinta y cuatro. El promedio, en el resto de España es de treinta y nueve.

Tenemos en esta provincia muchas tierras que pueden ser cultivables, hay agua y energía eléctrica, hay brazos en sobreabundancia, de siempre una industria textil especializada en la fabricación de la seda, y no contamos con la ancestral maestría de nuestra manera de trabajar el acero, ni tampoco sobre nuestra fabricación de dulces, mazapanes, etc. ¿Cómo explicar, pues, que tantos toledanos huyan de nuestra provincia y que ninguno de ellos vuelva a estas tierras que les vio nacer?

El Director general del Empleo, Millar Mir, dice que se impone una profunda tarea de promoción social y económica. ¿Qué idea tendrán estos hombres de lo que es gobernar, si a los veinticinco años de mando tenemos que salir a buscar fuera lo que aquí no han podido darnos?

C.



“PEMANESCAS”

Liberalismo y conservadurismo

El liberalismo y el conservadurismo del señor Pemán responden a unos criterios puramente «pemanescos».

El, don José María Pemán, es liberal a la manera clásica, es decir, benevolente y amplio de espíritu. Es su propia definición y su autorretrato de liberal.

Pemán, también según su criterio y autodefinition, es conservador en el sentido de «conservar la esencia de nuestras tradiciones y los principios del derecho cristiano».

No obstante, Pemán no tiene reparo en decir: «Yo no he visto gente más conservadora que a los republicanos de nuestra última República, que querían conservar a toda costa la otra

República florecida setenta años antes».

No parece que la lógica sea la cualidad más sobresaliente del señor Pemán. Merecen el calificativo de conservador quienes quisieron conservar lo de hace setenta años, en el supuesto de que fuera verdad, que no lo es. De ello no hay duda, si quiera haya tenido aquella República —la primera— cualidades altamente humanas y de sano liberalismo.

Pero ¿cómo calificar el liberalismo del señor Pemán, que se siente liberal a la manera clásica y no en el «sentido extremo» y de partido que le dieron las Cortes de Cádiz (viejas de 153 años)? El señor Pemán es un liberal moderno, con un modernismo de más de 153 años. Su bene-

volencia y su amplitud de espíritu en la tiranía franquista se deben sentir como el pez en el agua.

¿Y qué pensar del conservadurismo «pemanesco» que se siente menos conservador que los republicanos de la segunda República? El es conservador de otra manera. Su conservadurismo es mucho más fresco, es el de la esencia de la tradición y de los principios cristianos.

El cristianismo pronto alcanzará los dos mil años y la esencia de la tradición, si queremos ser justos, hay que comenzarla antes de celtas e iberos, allá hacia los buenos tiempos de la civilización tartesia, que tiene bastante más de setenta años.

B.

Muchos mineros sancionados en Asturias

La huelga que hubo en la primera decena de octubre en los pozos mineros de Santa Eulalia y Lláscaras, concluyó al ser levantada la sanción impuesta por la empresa al encargado de la lampistería. En Lláscaras, el ingeniero se negó a dialogar con los obreros en huelga. Este proceder es absolutamente antisocial y no es el más propicio para la solución justa de los conflictos. Ello prueba, además, la sinrazón de la empresa que no tiene otro argumento para abusar de los obreros que los fusiles de la Guardia civil.

A muchos picadores de Santa Eulalia, cuando ya se habían reintegrado al trabajo, les fueron remitidas por correo cartas comunicándoles sanciones que exceden de las 300 pesetas. A otros, para impresionarlos más, les fueron entregadas esas comunicaciones en mano por la Guardia civil. Esa es la conducta social del régimen franquista que se apoya, además, en ese instrumento burocrático-policia que llaman sindicatos verticales.

C.

Destitución del Director General de Seguridad

¿Qué le ha pasado al coronel don Mariano Tortosa Sobejano, Director general de Seguridad? Hace escasamente unos meses que se le designó para cargo tan importante —uno de los que más en un régimen policíaco— y ahora se le ha destituido.

Por decreto del Ministerio de la Gobernación, aparecido en el «Boletín Oficial del Estado» de fecha 1 de noviembre, nos enteramos que a propuesta del ministro de la Gobernación y previa deliberación del Consejo de Ministros se le hace cesar en el cargo al Director general de Seguridad. ¡Ah!, se le agradecen los servicios prestados.

Como no se dan más explica-

ciones y ese cese no tiene nada de normal, caben algunas especulaciones. Al ser nombrado hace unos meses, se sabía que el coronel Tortosa era un hombre hechura de don Camilo, y es el propio don Camilo quien propone su cese. Como la estrella de don Camilo ha entrado ya en la categoría de las temporarias y parece vive los últimos meses de su ministerio, quizá quiera llevarse al Director general de Seguridad antes de que se lo destituya su reemplazante. O puede, y esto es más verosímil, que Franco haya decidido dar también el puesto de Director general de Seguridad a un miembro del Opus Dei. Pronto lo sabremos.

Voz y aliento de España

Una mujer, un mensaje y una esperanza

Por Pituka

Si, de España llegó una compañera poseída de aquel espíritu que conocimos antes de llegar al exilio. Sorpresa para nosotros que no esperábamos su visita y con ella los instantes placenteros de unos minutos de charla.

Entre ese mundo de gente que establece una corriente turística sin más preocupación que recrearse en la abundancia de nuestra provincia y que ninguno de ellos vuelva a estas tierras que les vio nacer?

Es una mujer socialista, forjada en los años que antecedieron a la guerra civil y templada en las duras jornadas que la precedieron. Su nombre quedará prendido en la incógnita que aconseja la precaución. Ha tenido que regresar a España y allí continúa siendo peligroso denominarse socialista.

Una mañana recibimos su carta. Cuatro líneas y el contacto estaba establecido entre dos mu-

eres que piensan igual y tienen en común un mundo de recuerdos y de emociones; el entendimiento es fácil aunque físicamente no se conocieran.

La cita fue en un modesto pero confortable departamento. La conversación tuvo un perfil emotivo en la evocación del pasado, pero las lágrimas no deben empañar la visión del presente y del futuro. Y serenamente le hicimos a nuestra compañera unas preguntas prendidas con impaciencia en nuestros labios.

¿Cómo está la situación en España? ¿Cuál es la moral de los compañeros que allí siguen luchando?

—Es indudable que hemos sufrido mucho —responde—, y el temor aprisiona aún a las gentes. Después del tiempo transcurrido todavía el escuchar un toque a la puerta, sobre todo en el curso de la noche, sobrecoge el corazón de quienes hemos sufrido persecuciones. Es la sicosis del miedo que nos creó el franquismo a través de muchos años, que a veces se antoja una eternidad, de acoso y angustias. Pero allí se sigue luchando. El veterano con más precauciones, el joven más abiertamente porque no conoció el terror. Sin ser muchos cuantos mantenemos esa lucha silenciosa puedes estar segura que nuestro espíritu no flaquea. Los cuadros modestos que allí se mantienen son un camino abierto para el exilio, este exilio vuestro cuyo mérito mayor fue mantener ante el mundo y ante nosotros mismos el espíritu liberal de España.

—¿Cual crees que es en estos momentos la mejor manera de ayudarlos desde el exterior?

—Sin duda alguna, con medios económicos y propaganda. El español necesita saber y, sobre todo, las nuevas generaciones, que es el Socialismo y lo que éste le ofrece como solución a sus problemas económicos y sociales. Toda la propaganda que podáis enviar en forma de folletos será la mejor semilla.

Nuestra compañera retornó a la patria, esa patria nuestra que consume de nostalgia al refugiado, pero que dejó entre nosotros un clamor y se llevó una esperanza. Atender al primero y satisfacer la segunda ha de ser para nosotras, mujeres socialistas, una preocupación y un deber.

EL SOCIALISMO

ante su destino

Doctrina: Socialismo y confusión

Las transformaciones que vivimos corresponden a la enseñanza del socialismo.

En su libro «Capitalismo, socialismo y democracia», Joseph Schumpeter ha demostrado de una manera pertinente que el capitalismo no podría sobrevivir a su propio desarrollo y que el socialismo le sucedería. Esta demostración, hecha por un economista de renombre que no era socialista, debería hacer reflexionar a todos los que se plantean la pregunta de saber si el socialismo está o no en el orden del día de la historia. Esto debiera haber hecho reflexionar al señor P.-L. Reynaud quien, en «Le Monde» del 5 de agosto de 1965, ha abordado la cuestión bajo el título de «¿Socialismo o confusión?».

En este artículo, el señor Reynaud dice que tras las cuestiones adelantadas en los debates relativos a la Federación democrata-socialista, «se planteaba un problema fundamental que condiciona todo lo demás, el del profundo cambio económico y sociológico de nuestro mundo moderno». En lo que, seguramente, tiene razón.

Luego se pregunta: «Una doctrina que tiene un largo pasado tras ella como es el socialismo, ¿puede adaptarse a la transformación vertiginosa que vivimos todos?»

Si el señor Reynaud plantea tal pregunta es que piensa que el socialismo no había previsto esta transformación, o bien que esta transformación es contraria a las previsiones del socialismo. Si este es su pensamiento, debería haberlo dicho y demostrar que las previsiones de la doctrina socialista no corresponden a las transformaciones que se han producido. En efecto, su pregunta no se justificaría más que en este caso. Si el señor Reynaud quiere convencer a los socialistas de que deben adaptarse a las transformaciones del mundo moderno, y es esto seguramente el objeto de su artículo, tiene que, primero, convencerlos de que estas transformaciones no corresponden a lo enseñado en su doctrina.

He aquí, precisamente, lo que nadie ha conseguido aún demostrar, y la explicación que el señor Reynaud da a su pregunta parece indicar que las transformaciones que vivimos corresponden a lo que pedía la doctrina socialista.

«El socialismo ha reposado, dice, sobre una noción fundamental, la de la clase social; y la división de clases, según pensaba Carlos Marx, llevaba a la apropiación privada de los bienes de producción. Pero este planteamiento, que parecía tan claro en el siglo XIX se está difuminando ante nuestros ojos, por lo menos en los países desarrollados».

Las clases antagonistas

Se desprende de este texto que la doctrina socialista enseñaba que la propiedad privada determina la división de la sociedad en clases. Solamente que esta explicación es netamente insuficiente y tendremos que completar la enseñanza de la doctrina socialista en la parte que el señor Reynaud ha dejado en la sombra. Estas clases son antagonistas y entre ellas emergen dos clases particularmente antagonistas: los capitalistas y los asalariados.

Los capitalistas son los detentores de los medios de trabajo que no utilizan ellos mismos; los asalariados quedan privados de toda propiedad de los medios de trabajo y deben vender su capacidad de trabajo a los capitalistas. Por este hecho, las relaciones entre estas dos clases son antagonistas, pues toda venta es un combate entre comprador y vendedor. De otra parte, estas relaciones son de explotación, pues el salario pagado es necesariamente inferior al rendimiento

Por Pierre RIMBERT

— I —

del trabajo de los asalariados. Para suprimir estas clases y su antagonismo, hay que suprimir la propiedad privada de los medios de trabajo que es quien las crea. Esta es la conclusión lógica que resulta de la doctrina socialista. Ahora bien, de todas las clases sociales, una sola carece de propiedad: la de los asalariados. Por ello los socialistas se han apoyado siempre sobre esta clase en su lucha por la abolición de la propiedad privada, pues no solamente los asalariados pueden abolir la propiedad privada, sin herir sus intereses de clase, sino que además es su propio interés de clase el abolirla, puesto que su condición de dependencia hacia otra clase proviene de esta propiedad privada.

Resulta, pues, de la doctrina socialista que la desaparición de las clases sociales, que no significa forzosamente la desaparición de toda desigualdad, (1) depende de la desaparición de la propiedad privada de los medios de trabajo. Mientras que esta propiedad no desaparezca, no desaparecerán tampoco las clases sociales. Pero he aquí que el señor Reynaud nos dice que este planteamiento, es decir, esta separación en clases, «se está difuminando ante nuestros ojos».

¿Es esto exacto?

Sí, si se considera el movimiento histórico y no su estado actual. En efecto, el estudio estadístico del movimiento de las clases sociales nos muestra una desaparición progresiva de todas las clases no asalariadas, mientras que la clase asalariada tiende a convertirse en la única clase de la sociedad. Dicho de otra manera, la función salarial tiende a convertirse en la única forma de participación de los hombres a la actividad económica. No teniendo la clase asalariada la propiedad de los medios de trabajo, su progresión no puede explicarse de otro modo más que por la desaparición progresiva de la propiedad privada o por su concentración, o por las dos a la vez. De hecho, es esto lo que nosotros comprobamos.

La propiedad privada, después de haber sufrido un proceso de concentración extrema, está en vías de desaparición: de un lado, porque la propiedad pública la reemplaza cada vez más; de otro, porque esa misma propiedad privada ha tomado la forma impersonal de sociedades a base de acciones, encontrándose cada día más encuadradas por una legislación que las vacía de sus poderes privados para hacer de ellas una función social. Y la propiedad privada, dispersa bajo forma de valores mobiliarios, se desentiende de esta función para no ser más que una fuente de ingresos sin ningún poder. Con otras palabras, la propiedad privada se muere como murió en otros tiempos la propiedad feudal: perdiendo su substancia en provecho del Estado. Al morir la propiedad privada de los medios de trabajo, es conforme a la doctrina socialista que se modifique el esquema.

En consecuencia, los hechos confirman la doctrina socialista según la cual las clases sociales resultan de la propiedad privada de los medios de trabajo. Ahora bien, si la doctrina socialista ha enseñado que la abolición de la propiedad privada de los medios de trabajo era la condición necesaria para que desapareciesen las clases sociales, nunca ha afirmado que esto fuese suficiente para realizar la igualdad social. La abolición de la propiedad privada de los medios de trabajo es la condición para abrir la vía a la

igualdad social, pero no es en sí la igualdad social.

¿Por qué?

La fusión de la clase salarial. Las clases sociales no son tales más que en relación de las unas con las otras; tomadas aisladamente no son más que una amalgama de individuos con intereses a menudo divergentes. Mientras que la tensión entre las clases domine la sociedad, las divergencias internas de las clases no aparecen a la luz del día.

Pero en cuanto una clase se hace suficientemente importante como para dominar la sociedad, sus divergencias internas pasan al primer plano mientras que las oposiciones entre clase se ocultan tras estas divergencias internas de la clase dominante. Es lo que se produjo en un próximo pasado, cuando la burguesía capitalista, convertida en clase dominante, no tenía ya a la nobleza y tampoco todavía a la clase obrera. Entonces la vida política estuvo dominada por los conflictos internos de la clase capitalista (partidarios del libre cambio y proteccionistas, partidarios de los entendimientos económicos y partidarios de la libre concurrencia del riguroso equilibrio presupuestario, de la estabilidad monetaria y de la fiscalidad limitada, de un lado; de otro, partidarios del presupuesto, de la moneda y de la fiscalidad al servicio de la economía; partidarios de la monarquía constitucional y partidarios de la República y, entre estos últimos, partidarios de un régimen presidencial y partidarios de un régimen parlamentario; y tantos otros conflictos cuya enumeración sería demasiado larga).

Esta lucha interna de la clase capitalista dominó toda la vida política del siglo último hasta la primera guerra mundial. En el curso de este período, los conflictos de clases, aunque visibles y a veces violentos, quedaban frecuentemente ocultos tras los conflictos internos de la burguesía. Y así, la aristocracia decadente sostenía el ala conservadora y reaccionaria de la burguesía, mientras que la clase obrera sostenía a la burguesía radical.

Idéntico fenómeno se produce en nuestros días, no ya entre la burguesía capitalista, que es una clase decadente, sino con la clase de los asalariados.

La desaparición de la propiedad privada de los medios de trabajo acarrea la desaparición de las clases sociales, pero esta desaparición se hace por la fusión de todas las clases en la clase asalariada que es y será una clase mientras exista aún propiedad privada de los medios de trabajo, mientras que el Estado no desaparezca para ceder el lugar a una asociación de trabajadores y mientras que una economía distributiva no haya reemplazado a la economía de mercado. Ahora bien, mientras que los asalariados sean una clase y el salario la forma de reparto de la renta social, las divergencias internas de la clase de los asalariados se manifestarán con creciente violencia a medida que los asalariados se conviertan en la aplastante mayoría de la población. Estas múltiples divergencias crean diferentes categorías de asalariados cuyos intereses son dispares. Entre estas categorías de asalariados, se distinguen tres cuyas características particulares tienen una función técnica diferente. Son éstas:

— Los asalariados de dirección (cuadros).
— Los asalariados de administración (empleados de oficinas).
— Los asalariados de ejecución (obreros y empleados de no oficina).

(1) El lector que quiera profundizar esta cuestión puede consultar mi estudio sobre las clases sociales en «La Révolution prolétarienne» de junio, julio y septiembre de 1965 (21, rue Jean-Robert, Paris, 18e).

ESPIGANDO LA PRENSA

Nos tiene alarmados el periódico «ABC». Sí, nos tiene alarmados. De un comentario que el citado periódico madrileño hace al viaje que el Jefe del Estado italiano, Giuseppe Saragat, ha hecho a América, entresacamos este párrafo: «Apena, y hasta da un poco de miedo, la indiferencia española sobre el viaje del presidente Saragat a la América de habla española. Este viaje a la Hispanidad se ha hecho en nombre de la latinidad, de la cual Italia se siente madre y maestra y ha constituido un gran impacto en aquel mundo, a través de las laboriosas y eficaces colonias italianas y de los descendientes de quienes inauguraron dicha corriente en el pasado siglo. El resultado de esta campaña propagandística de altísimos vuelos, finalizará con la creación de un Instituto o Centro de Relaciones en el que se resumirán todas las actividades conectadas entre Italia y la América austral bajo el signo de lo latino.»

¡Ya está! No parece sino que los italianos —por lo menos desde que tienen República, es decir, régimen democrático— están siempre a la vuelta de cualquier manifestación española para ganarnos la mano. Ayer fue con «los del Mercado Común». Los italianos, Dios sabe con qué artimañas, consiguieron que sus productos agrícolas disfrutaran de una preferencia en detrimento de los productos agrícolas españoles; hoy, Italia, abrogándose una latinidad que ni Dios sabe de dónde se la ha sacado, se siente «madre y maestra» y trata de ignorar los lazos que unen América austral a la España imperial, caudillal y fenomenal. De la aviesa intención de los italianos nos advierte este otro párrafo del mismo comentario de «ABC»: «Buen claro queda, pues, que de lo que se trata es de todo un movimiento en el que el triunfo de la influencia italiana debe determinarse por el arrinconamiento y el desplazamiento del espíritu español en el Nuevo continente. Asusta pensar en nuestra ineficacia, y sobre todo, en esa tranquilidad, en esa parsimonia, en ese desdén que se observa frente al hecho tremendo, en el que se nos está desplazando del escenario de nuestro tiempo áureo. De aquí que estas crónicas sobre la presencia italiana en América tengan el inevitable acento de un toque de alarma.»

Pero ¿a estas horas salimos con esas lamentaciones? ¡Manes de don Ramiro de Maetzu! ¡Y la Hispanidad, así, con letra mayúscula? No tienen perdón. El mismo «ABC» nos ha tenido confusos durante muchos años con

la publicación de sorprendentes fotografías de embajadores y encargados de Negocios (?) extranjeros que llegaban a El Pardo, no diremos humillados ante la grandeza de ese político providencial que Dios tuvo a bien mandar a España para poner las cosas en orden, pero sí un poco turbados ante la incompreensión de sus respectivos pueblos al reconocer un poco tarde esta maravilla providencial que los pueblos sólo consiguen tras largas y sangrientas centurias.

Nos ha estado contando este mismo periódico «ABC», durante años, la inmensa labor realizada por esos dos grandes políticos caudillales que responden a los nombres de Martín Artajo y de Castiella, que han regentado el Ministerio de Asuntos Exteriores del Caudillo durante casi todo el período de régimen caudillal. El trabajo realizado para aunar a la gran familia de pueblos hispanoamericanos. Se nos han llenado los ojos de fotos de periódicos y revistas donde «los pueblos de América» aman, por encima de sus Gobiernos más o menos «siniestros», a la Madre patria. Hemos leído esos grandilocuentes discursos —que a nosotros nos parecían tontos, de una tontería especial— pronunciados por el señor Marañón Moja, presidente de la Hispanidad.

Hemos visto con cuánto amor maternal han sido cobijados bajo el techo de la Madre patria, esos grandes patriotas —que a nosotros nos parecían verdaderos criminales de lesa patria— que se llaman Perón, Rojas Pinilla, los hijos de aquel gran amigo del Caudillo que en vida se llamó Trujillo «El Benefactor»... Todos recogidos bajo la falda de la Madre patria en espera de que dominadas esas fuerzas del mal que ensangrientan las calles de América, sean estos patriotas repuestos en sus mandos.

Y mientras España (bien entendido, la España caudillal) hace tanto sacrificio, los italianos, ¡ah, los italianos!, tratan de desplazarnos «del escenario de nuestros tiempos áureos». ¿Es esto tolerable?

Bien sabemos que ya en otra ocasión, el Jefe del Estado francés, sin consultar con el Caudillo, se permitió hacer un periplo por la «América austral» y a la otra. Aquello, aquello no tenía sentido. Lo francés, ¿qué podía representar en el «escenario de nuestros tiempos áureos»? Nada. Nuestros vecinos galos sólo podrían llevar a aquellos pueblos créditos financieros, técnica y técnicos, materia prima, maquinaria-utilaje, colaboración cultu-

(Pasa a la página 7)

Como ellos lo dicen

¡VIVIENDAS!

En Madrid, capital de España, se construye cada día más; pero cada día son más caros los pisos. De los dos millones para arriba se encuentra lo que uno quiere.

En cambio, no hay apenas viviendas para la clase media. Las construcciones de tipo social no bastan. Por insuficiencia de número y, a veces, por pobre construcción.

El problema hay que plantearlo de cara a las nuevas generaciones de gentes que se quieren casar y no pueden porque no encuentran vivienda de acuerdo con sus posibilidades.

SUELDOS IRRISORIOS

En otra ocasión nos hemos ocupado en estas columnas de los sueldos de médicos y practicantes en sus servicios como tales al Estado, provincia o municipio.

Ahora —según leemos—, en los hospitales clínicos de Madrid y Barcelona hay médicos a quienes se les paga el irrisorio sueldo de 180 a 300 pesetas mensua-

les. Los hay mejor retribuidos: los becarios, con dedicación exclusiva, alcanzan las 2.000 pesetas; pero se les prohíbe atender a la clientela privada.

Sabemos lo del juramento hipocrático y no ignoramos que los médicos hablan de su profesión como de un sacerdocio. Pero por mucha deontología que se le eche al asunto no cabe duda que con tales emolumentos no se puede pedir una total entrega del profesional a su trabajo. Lo raro es que, a pesar de lo exiguo del salario —llamémosle así—, son muchos los doctores que atienden a sus enfermos hospitalarios como si fueran de su consulta privada. Lo cual habla muy bien de la clase médica. Y no tan bien de quienes deben ocuparse del problema de sueldo decoroso.

(Estos dos sueltos han aparecido en «Ya», de Madrid, del 9 de octubre. El comedido periódico del cardenal Herrera y de Martín Artajo ha debido decir también a quién se dirigen sus quejas. No basta con publicar lo que todo el mundo sabe; hay que señalar a los culpables).

★ Jóvenes curas españoles en el Ecuador

DE UN INTERESANTE artículo de Victor Alba en « La Revue Socialiste », de París, número de octubre, titulado «El Ecuador, país increíble».

«La Iglesia tradicional, gran propietaria, no quiere cambios. Las izquierdas tampoco, cuando tienen la ocasión de provocarlos. El gran demagogo Velasco Ibarra, que prepara su retorno al Poder, no los ha hecho nunca. Sólo una fuerza a penas naciente, vacilante, trata de hacer algo positivo en el campo. Es una muy pequeña parte de la Iglesia. En algunos sitios, la Iglesia empieza a dar sus tierras a los campesinos, a organizar cooperativas. Y no creo que se trate en esta ocasión de proselitismo, ya que el catolicismo (más o menos alterado en sus manifestaciones externas) domina absolutamente el país. Esta parte de la Iglesia trata de luchar contra el alcoholismo (terrible aquí), contra los usureros que prestan dinero y que en pago de los intereses se apoderan de las cosechas, crea internados para educar a los jóvenes y prepararlos para que, a su vez, eduquen... a los viejos».

«Un curioso fenómeno se produce en esta parte de la Iglesia (por ejemplo, en la diócesis de Bolívar en la que hay un joven obispo). Los curas son en general españoles. Los que vinieron antes de la guerra civil o inmediatamente después son recalcitrantes en su conservatismo. Pero los jóvenes curas que llegan ahora son abiertos, tolerantes, activos en el terreno del trabajo social; incluso son radicales en las medidas que proponen. La jerarquía, en España, debe estimar que son peligrosos y los envía a América Latina. Un buen día, para evitar la amenaza de transformación social que este joven clero puede representar, los liberales y los «izquierdistas» ecuatorianos los acusarán de ser... extranjeros».

★ Ante la Conferencia de Rio

NO SABEMOS AUN si la Conferencia panamericana se celebrará como previsto o conocerá, como la afroasiática de Argel, un nuevo aplazamiento. Los preparativos —golpe de Estado complementario del mariscal-dictador para compensar el fracaso electoral de los «salvadores» militaristas— no son de buen augurio. Como no lo fueron la otra vez, los acontecimientos de Santo Domingo.

Convocada una primera vez para el 20 de mayo, aplazada en agosto, debe tener lugar este mes. Una controversia sutil persiste en segundo plano de las discusiones públicas.

Hay quienes, en América del Sur, sueñan con una integración económica del Continente, solución imposible, como la famosa unidad africana. Los Estados Unidos se guardan de denunciarla oficialmente como absurda, pero no propugnan más que medidas de ayuda y cooperación.

Los datos más esenciales son graves y no se alivian con discursos. La población de Iberoamérica, evaluada hoy en 195 millones de habitantes, alcanzará hacia 1975 niveles que precipitarán sobre el mercado del trabajo una masa de 38 millones de personas. Si el porcentaje actual de producción no aumenta en proporciones nunca conocidas, sólo 5 millones de esos 38 millones de hombres encontrarán un empleo.

★ Estadísticas U.S.A.

UNA FAMILIA AMERICANA sobre 625 —es decir, 90.000 familias en total— poseen hoy un millón de dólares (más de cuarenta millones de pesetas, cinco millones de francos actuales), o

ASÍ VA el mundo

Entre el Oso y la Ballena

HAY observadores inquietos o preocupados que creen que estamos en vísperas, tal vez al día siguiente, de un nuevo Yalta secreto, convenido o larvado. La tentación de Yalta, es decir, de un reparto del mundo entre los dos gigantes del Este y del Oeste, anda en verdad siempre presente. Vivimos, peligrosamente, las alternativas de humor del idilio imposible entre el Oso y la Ballena. Como dicen las canciones, el amor está siempre cerca del odio. De la tentación de destruir al vecino y rival se pasa por balanceo al sueño de entenderse pacíficamente. Las alternativas tienen matices infinitos y se entretienen a través de todas las dimensiones de lo posible y de lo imposible. Como las «Variaciones sobre un tema de Haydn», de Brahms.

Vecinos y frente a frente en el Artico, a un tiro de piedra por el estrecho de Bering, es bueno recordar que el propio Foster Dulles, el hombre de la guerra fría y el riesgo calculado, decía hace casi exactamente diez años en Ginebra —el 1 de noviembre de 1955—: «Una verdad histórica: No debemos olvidar que el pueblo ruso y el pueblo de los Estados Unidos no se han hecho nunca la guerra». En el Vietnam como en el Caribe, por toda la rosa de los vientos, los dos grandes se encuentran. Pocas veces con alegría —como es frecuente entre vecinos— pero de una manera cada vez más inevitable. Este enfrentamiento llega hasta la conquista del espacio. La Luna, durante largos siglos tema de poetas o astrólogos, es otro terreno de choque o de conquista concertada. Entre sus cráteres pueden haber un día pacíficos laboratorios o temibles bases de aniquilación planetaria. Este cara a cara, este mano a mano constante, sustentado por un cierto equilibrio de potencia, los deja un poco aislados, delante de los otros, que prácticamente, nos vemos invitados a callarnos. Las perspectivas de conflicto, de concierto y de desconcierto, se prestan a todas las fantasías, a todas las discusiones. Pero a más temores que esperanzas.

Hoy por hoy no creemos que los acuerdos vayan más allá del teléfono rojo, del contacto algunas veces. El elemento determinante es, sobre todo, un serio y bien fundado respeto mutuo. Por todos los medios, el Oso y la Ballena se atribuyen el máximo de estudio y de atención. Son «Los dos que hacen el par», como tituló Robert Escarpit un libro brillante. Las reacciones probables del poderoso adversario condicionan la acción propia.

Poderosos animales el Oso y la Ballena. En una cuartilla he anotado caprichosamente

algunas de las características de sus respectivas zoologías políticas. Sin el menor propósito —imposible por otra parte— de agotar el tema. El Oso es un animal que parece un juguete para niños, que puede dormir largamente. Pero, en realidad, es una fiera temible y de una fuerza gigante. Puede danzar en el circo pero hay una constante capacidad de devorar al domador.

La Ballena es un animal metafísico y moral. Como Moby Dick, está cargada de resonancias bíblicas, desde Jonás. Está penetrada de todo un infierno de buenas intenciones que acaban por quemar como el «napalm». Es un mamífero de gran talla, pero que vive en un medio excepcional para la especie.

Sin continuar con las diferencias, pasaremos a las características que pueden presentar en común:

— La supremacía técnica, con sus poderosas consecuencias militares, económicas y políticas.

— Una aparatosa impotencia, una facultad conjunta para esterilizar muchos problemas que persisten simplemente, sin fermentar siquiera, en largos equilibrios inestables que se llaman Berlín, Cachemira o Cuba.

— Algunas sorprendentes conjunciones, como Suez o el conflicto del Himalaya.

— Una tendencia a caer, de parte y otra, en crisis de aislacionismo y retraimiento. Ahora, por ejemplo, a una extraversión U.S.A. corresponde una correlativa introversión soviética.

¿Qué podemos desear los que nos vemos reducidos a la calidad pasiva de observadores de este gran problema vivo de historia contemporánea?

Sobre todo, y con mucha firmeza, sin duda, la paz entre los hombres. Pero también que un acuerdo entre gigantes se haga en condiciones que nos permitan a los humildes animales un simple y tranquilo vivir. Que nos dejen organizar nuestras modestas Repúblicas, con la libertad y la justicia social por únicos soberanos. Con derecho a existir como bien lo entendamos. Sin la obligación de vivir en el agua y de soportarla a chorros, como la Ballena. Sin que sean indispensables los bosques enormes y las altas montañas que convienen al Oso. Un vivir incluso un poco olvidado, de escondida senda. Sin preocupaciones obligatorias de geopolítica a la escala de los grandes, sin bases extranjeras. Sin tiranos que pueden ser sostenidos si parecen favorables al orden de los cetáceos o si son afines a los plantigrados.

Nada es fácil, pero debemos también querer vivir.

A. B.

más. En 1948 habían siete veces menos millonarios en dólares.

Estos millonarios son propietarios de la tercera parte de las acciones de Sociedades entre las manos de particulares.

★ Un corazón atómico

LA ENERGIA ATOMICA podría, tal vez, facilitar la realización de un corazón artificial. Un cardiólogo americano, el profesor De Backey, estudia la posibilidad de emplear la energía ema-

nante de un isótopo radiactivo para animar un corazón artificial de dimensiones reducidas.

★ Cada vez más deprimida

EN LA MISMA REVISTA leemos que dos profesores alemanes, Josef Freisinger y Horst Loeb, han concebido un motor iónico funcionando al mercurio que podría entrar el año que viene en la etapa de experimentación. Este motor permitiría a los proyectiles especiales velocidades

15 veces superiores a las que son posibles actualmente.

El principal obstáculo es que sólo puede funcionar en condiciones de vacío casi absoluto, artificial o extraterrestre. El motor tendría que ser transportado más allá de la atmósfera por medios que ya podemos llamar clásicos.

★ En el país de «Merdeka»

EL PALACIO DEL PRESIDENTE Soekarno lleva el nombre de

Un acierto

El Premio Novel de la Paz a la U.N.I.C.E.F.

El fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (U.N.I.C.E.F.), acaba de ser distinguido con el Premio Nobel de la Paz 1965.

Esta noticia ha sido acogida con simpatía por el mundo entero que reconoce los esfuerzos humanitarios de este organismo en pro de la infancia, tanto en el plano de la higiene y de la alimentación, como en el de la escolarización.

La satisfacción que produce este premio es doble, pues si de un lado se reconoce su gran labor humanitaria, por otro contribuye a dar más ampliamente a conocer su tarea y el fin que persigue. A su realización contribuyen 121 Gobiernos con más de 25 millones de dólares, cifra del ejercicio de 1964, habiendo subido su presupuesto para este mismo período a 30 millones, diferencia cubierta por las aportaciones particulares.

En la Oficina para la región europea, participan la U.R.S.S. y Africa del Norte. El Consejo Ejecutivo mundial reside en Nueva York y está presidido por la señora Zena Harman, de Israel.

Lo emprendido por la U.N.I.C.E.F. es un trabajo a largo plazo, sin embargo son ya espectaculares los resultados obtenidos, porque no es la caridad lo que ofrece, sino la solidaridad, la ayuda por medio de la educación y de la formación de los individuos para que ellos puedan valerse por sí mismos, comprendiendo que los problemas de la infancia están íntimamente ligados a los problemas de los adultos. Así crea centros que son a la vez, obradores, dispensarios, escuelas y hasta cocinas en donde, por ejemplo, las mujeres aprenden lo que les será indispensable para la alimentación de los bebés (complemento a base de productos locales), higiene, salubridad, cómo cuidar de la casa, etc.

También crea centros para enseñar un cultivo más racional de los productos de la tierra y de la ganadería. Cuando, por ejemplo, en Africa una vaca no da generalmente más que dos litros de leche, uno de los centros creados por U.N.I.C.E.F. ha conseguido, por ciertas especies, llegar a producir más de diez litros por día.

Y, naturalmente, también en el plano medical encamina su trabajo y sus esfuerzos la U.N.I.C.E.F., creando una formación médica y para médica de los individuos.

Estudiando las actividades de este organismo se comprende perfectamente que se le haya otorgado el Premio Nobel de la Paz. Pero también se vislumbran las posibilidades de todos los pueblos, si en lugar de ocuparse tanto de la guerra, sea ésta fría o caliente, invirtieran todos sus esfuerzos en la única guerra que tiene justificación: la de la guerra al hambre y a la miseria.

Merdeka, que, en Indonesia, quiere decir simplemente independencia. La Indonesia, que mantenía compromisos sutiles entre las tendencias comunistas chinas y el ala islámica y más bien reaccionaria que dominaba el ejército, ha conocido estas últimas semanas una actualidad agitada. Ya no es cuestión de fabricar la bomba atómica, de crear nuevas Naciones Unidas. Las últimas noticias hablan sobre todo de ley marcial y guerra civil.

La región de Djakarta, en el centro de la isla de Java, es un lugar tradicionalmente agitado. La rebelión contra los colonizadores holandeses nació en aquellos parajes, en los que acaba de ser proclamado el estado de guerra.

Una verdadera guerra civil entre los fieles del régimen y los comunistas parece empezar. El comandante en jefe de la región, general Sumpeno, ha reconocido en un comunicado que los comunistas controlaban dos regiones y lanzaban importantes ataques contra las fuerzas del Gobierno central.

Es casi imposible saber cuál es la posición exacta del que fue presidente árbitro Soekarno.

★ La sucesión de Trujillo

NUNCA UNA NACION ha sido saqueada de una manera más sistemática, absoluta y total que Santo Domingo durante el largo régimen de Trujillo. Un republicano español, Jesús de Galindez, enseñó derecho en Santo Domingo, fue consejero del Ministerio de Trabajo. Sin duda para evitar el vómito, reunió una documentación excepcional. «La era de Trujillo», que presentó como tesis de doctorado en la Universidad de Columbia, en Nueva York, en donde buscó refugio. No pudo acabar de escribir su tesis: desapareció, con su manuscrito, en condiciones misteriosas. En su residencia una breve nota: «Si me pasa algo tengo serias razones para pensar que mis agresores son agentes de Trujillo». Esta documentación ha sido publicada, en francés, por las ediciones Gallimard. Explica con una claridad implacable todos los sucesos aún en curso en tan desgraciada isla de la Caribe.

Mientras la tragedia continúa, en Ginebra, ante la justicia suiza, la viuda del benefactor, sus dos hijos, «generales», cinco hijos adulterinos posteriormente reconocidos, la hija Flor de Oro, otra pariente en Madrid, se disputan una fortuna fabulosa cuyo único verdadero heredero es el pueblo dominicano.

★ Una voz que habla en nombre de China

LA NOVELISTA Han Suyin es hija de padre chino y de madre belga. Ejerce la profesión de médico. En su íntimo conflicto de razas y civilizaciones ha escogido la China. En «Paris Match» confronta de una manera apasionante sus concepciones con el periodista francés Lartéguy. A título simplemente documental traducimos una parte de las palabras de Han Suyin:

«Personalmente, yo creo en una colusión ruso-americana en lo que concierne Asia. Pero son dos ladrones que no pueden tener confianza uno en el otro. Pueden entenderse, pero sólo para una fechoría. Stalin pactó en sus tiempos con Hitler, de una manera inesperada, porque ello servía la política rusa. La política rusa, en verdad, no ha cambiado nunca. La de Stalin, la de Kruschef, y la de sus sucesores, sigue siendo la de los zares. Los rusos querían la India, y, gracias a la colusión ruso-americana, la India va a entrar hoy en la zona de influencia soviética. El viejo sueño de los zares se verá por fin realizado. Los rusos tendrán esa famosa desembocadura sobre los mares cálidos.»

«Estamos asistiendo hoy a un nuevo reparto del mundo, como en Yalta hace veinte años. Pero rusos y americanos olvidan esta vez también la China, que es ahora muy diferente de la China de Chang-Kai-Chek. Una China que no es un «bluf» sino una realidad. Olvidan también todas las naciones europeas a las que, a la larga, este reparto hecho sin tenerlas en cuenta, acabará por ofuscar.»

ABONNEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de:
Roger SOUTHON
12, Cité Malesherbes. - Paris-9
C. C. P. 18 585 08 - Paris

AUNQUE se trate de una actividad que iniciada hace pocos años ha sido abruptamente cortada por el presidente Johnson de los EE. UU., consideramos justificado dedicarle un comentario, por su íntima ligazón con los problemas de nuestra América Hispánica, y por las características realmente singulares que concurren en el proceso de su nacimiento.

En pocas palabras, se trata de la investigación que empezó a llevarse a cabo de los factores insurreccionales que existen latentes en varias repúblicas iberoamericanas, por medio de sondeos en ciertos sectores de la opinión pública. Nos adelantaremos a decir que la singularidad a que nos referimos, más que en el hecho en sí, estriba en la circunstancia, realmente inesperada, de que tal actividad estuviera dirigida y financiada por el Ministerio de la Guerra de los Estados Unidos, y de la cual ni siquiera los embajadores de dicho país tenían la debida información.

Más de una vez hemos aludido en esta correspondencia al movimiento de conmoción que muchas personas preocupadas por estos asuntos perciben como cada vez más definido en todo el sur y centro del Continente americano. Parece claro que la iniciación del plan a que ahora nos referimos obedece a la preocupación que los dirigentes norteamericanos sienten por la existencia real de tal estado de intranquilidad, y es una confirmación más de que «cuando el río suena...»

El que el presidente Johnson se haya visto en la precisión de ordenar la suspensión de esas actividades exploratorias parece haber sido debido a la emoción e inquietud iniciada en Chile no hace muchas semanas, que se produjo al conocerse quién era el «explorador o sondeador». Si tal tipo de encuesta hubiera sido propiciada por cualquier organismo dedicado a estudios sociológicos, a cualquier Universidad, o inclusive a alguna sección del Ministerio de Asuntos Exteriores, es posible que no hubieran despertado la alarma que estamos señalando.

Juzgamos acertada la decisión del jefe de la Casa Blanca, pues es buena política el tener en cuenta los momentos en que la sensibilidad de la gente de estos países se sienta herida. En verdad, no se debe medir por el mismo rasero una investigación de tipo puramente científico y una toma de datos hecha por las fuerzas armadas de otro país, que no va a tener más finalidad que la de adelantarse a una posible intervención militar, cuando según su criterio pudiera hacerse necesaria.

Si embargo, insistiremos en que la gravedad máxima de todo esto estriba en la existencia auténtica de un estado de insatisfacción, que no es fácil adivinar en qué va a desembocar ni qué tamaño vaya a poder adquirir. Por ello, los que sí tendrían derecho a llevar a cabo encuestas de este tipo, sería de desear que no se conformaran con un estudio objetivo que les diera la explicación y la clave de esta conmoción en ciernes, sino que buscaran, para luego poder ofrecer, las posibles soluciones. Cosa ésta ciertamente delicada, pues cuando se trata de problemas gigantes, la posible desproporción que exista entre el asunto mismo y el valor de la receta ofrecida (y la del receta), puede hacer que ésta no pase de ser más que una pretenciosa aspiración.

Si nos contentásemos con admitir esquemas, tal vez la cosa pudiera aparecer como más fácil y asequible. Los modernos economistas nos ofrecen no pocos ejemplos de estos diagnósticos concentrados: el malestar, dicen, tiene un origen únicamente económico. Hagan ustedes que aumente la producción agrícola e industrial y el problema estará resuelto. Para otros, la solución estará más bien en el adecuado intercambio de productos y otras riquezas: organícese un mercado



Iberoamérica

Carta de Méjico

El llamado plan "Camelot"

común entre los países iberoamericanos y habremos aplacado la inquietud de sus habitantes.

Otros más audaces ya llegan a decir que convendría iniciar un reparto más equitativo de los bienes, y concretamente de la tierra: la solución estaría en una eficiente reforma agraria. Algunos han dicho también que lo que hay que atacar, y si es posible destruir, es la incultura de las enormes masas populares, creándoles necesidades que cubrir, al tiempo que se les proporcionan los conocimientos imprescindibles para elaborar los productos con que satisfacerlas. No faltarán algunos que aseguren que la culpa de la inconsistente realidad actual está en la corrupción que se padece en todos los escalones sociales, pero principalmente en las clases directoras y gobernantes, en las que naturalmente los efectos son más graves.

Si nos atuviéramos a lo que opinan algunos autores norteamericanos, habría que aceptar que la pobreza, el atraso y la deficiente moralidad en asuntos económicos de los países situados al sur del Bravo, causas indudables del actual malestar, son debidos a una patente inferioridad racial, la que a su vez viene ocasionada por la fusión de una raza autóctona, primitiva e inculta con unos conquistadores,

no tan bárbaros, pero tampoco civilizados del todo. Teoría de un marcado tinte racista, que por lo poco cortés que resulta para españoles e indios, no vamos a colaborar en difundir.

Prestando oídos a los integrantes del nuevo nacionalismo que prolifera en estos países (por rara circunstancia influido a veces por rusos y chinos), resultará de absoluta evidencia que la razón única de la miseria y otros males de nuestros pueblos no es, ni puede ser otra, que la aviesa

Por Ernesto Navarro

intención de los yanquis, que siendo de esencia imperialista, no tienen más propósito que el de mantener a estos pueblos en una perpetua explotación, lo más cercana posible de la esclavitud.

Debe haber, según creemos, además de estas causas, en lo que tengan de verdadero, otras que por más profundas, estén menos al alcance de analistas y curanderos, y que no sería prudente juzgar en bloque y ligeramente como del todo negativas y perniciosas, aunque así lo parezcan, como los misteriosos posos espirituales y de carácter religioso que perduran en el fondo del alma compleja de estos pueblos, y

que suelen presentarse como obstáculos para cualquier cambio en la ordenación de sus vidas, aún cuando éste se plantee con intención de mejorarlas.

De tales contradicciones o contrastes está llena la historia del hombre, y no digamos la de nuestro propio país, donde ese oscuro tirón hacia atrás viene costando ríos de sangre, que ojalá hayan dejado definitivamente de fluir. La verdad es que la inquietud de que estamos hablando resulta debida, de manera inmediata, a que estas innumerables masas pobres están empujando por fin a tener conciencia de que su agobiadora miseria tiene remedio, y en consecuencia buscan un tanto a ciegas la solución.

Los socialistas creemos sinceramente conocerla, pero por lo que a nosotros particularmente respecta no vamos a caer ahora en la machaconería de insistir en la propuesta de una amplia y honesta acción política, lo más impregnada posible de nuestros principios. Lo que si diremos es que entre las soluciones posibles no incluiríamos nunca, ni siquiera entre los medios preventivos contra los males que nos amenazan, a cualquier resurrección del plan «Camelot», una vez que felizmente la mano poderosa del Presidente norteamericano lo hizo pasar a mejor vida.

Aranguren en Escandinavia

Después de la drástica medida del Gobierno español destituyendo de su cargo a cinco catedráticos de Universidad, ha sido Escandinavia, el más lejano con respecto a España de los sectores europeos, el primero en invitar a uno de esos catedráticos, José Luis López Aranguren, a visitar las ciudades universitarias nórdicas y celebrar conferencias en ellas. Doce días ha durado la jira de Aranguren, a primeros de octubre, comenzando por Oslo, para seguir toda una serie de etapas en Gotemburgo, Estocolmo, Upsala, Lund y Copenhague.

Muchos han sido los organismos interesados en la visita, lo cual ha hecho que ésta sea de un significado bastante amplio. No sólo las organizaciones universitarias de estudiantes, sino también los institutos y asociaciones iberoamericanas y las instituciones de filosofía, han podido escuchar y dialogar con Aranguren sobre aspectos culturales, filosóficos y, sobre todo, sobre la situación de la Universidad española. El valor de este tipo de visitas reside en el hecho de que, al conocer a las personas, se hace más fácil el comprender hasta qué punto llega la arbitrariedad y la injusticia por parte del «liberalizado» Gobierno español.

Ya conseguir el pasaporte para salir hubo de costarle a Aranguren mucho tiempo y muchos disgustos. Aranguren había visto retirado su pasaporte por el Gobierno ya en mes de junio, a raíz de una invitación para participar en un simposio de filosofía en Italia. Pero entonces tenía el Gobierno una «excusa»: Aranguren estaba pendiente de un fallo a causa del expediente que le había sido abierto con sus 36 cargos y los no se cuántos considerandos, (que en realidad venían a decir todos lo mismo, pero de maneras diferentes). Ahora bien, el fallo apareció en agosto, expulsando a Aranguren, con los otros dos profesores, definitivamente de la Universidad. ¿Qué razón tenía, entonces el Gobierno

para retenerle el pasaporte? La sanción impuesta (que por cierto se publicó en sábado y en la misma semana en que se daba amnistía a una serie de penados políticos) era ya lo suficientemente exagerada como para encima impedir a una persona salir de su país. El Gobierno de Franco difícilmente podía seguir reteniendo ese pasaporte sin mostrar a las claras su despotismo, toda vez que la noticia de la invitación de Aranguren y la retención del pasaporte eran hechos ya conocidos en el exterior. (¿Cuántas injusticias no se estarán cometiendo aprovechándose de que otras personas no son tan conocidas como los profesores de la universidad!). Aranguren recibió su pasaporte y realizó su viaje a Escandinavia en una fecha que, por otra parte, coincidió con el regreso a las clases de los alumnos de la Universidad. El viaje de Aranguren podía también, pues, significar un alejamiento, una coyuntura estúpida.

En sus breves declaraciones a la televisión sueca, que después fueron profusamente ampliadas por toda la prensa del país, señaló Aranguren dos únicos caminos para lograr «reblanecer» la situación española hacia una democratización: demostraciones absolutamente pacíficas, pero tesonerías y ayuda moral del exterior. Nos limitamos aquí a hacer constar esta opinión que respalda a la posición del propio Aranguren, perfectamente honrada, frente a la situación actual, y sin perjuicio de que haya quien opine de otro modo.

En su conferencia del Instituto Iberoamericano de Estocolmo, a la que asistió numeroso público, sobre todo emigrados españoles, hizo Aranguren una revisión de la historia española como integración de una serie de regionalismos. Cuando, hacia el final de conferencia, aludió por primera vez al Gobierno actual, se desarmó de pronto el micrófono que cayó al suelo estrepitosamente (a tanto llegan ¡ay! los hechizos del franquismo). Aranguren se

ñaló resueltamente que la solución del problema español habría de ser sin duda de signo socialista e hizo una llamada a los exiliados o residentes españoles en el extranjero a colaborar con la oposición interna y fortalecerla, indicando que no todos los grupos de exiliados realizan una labor positiva.

Una opinión que produjo bastante discusión entre los suecos, especialmente en Upsala, fue la que expresó el señor Aranguren respecto al problema del turismo. El ambiente sueco se caracteriza hoy día por una amplia corriente turística hacia España, acompañada de un sentimiento de culpabilidad por estar contribuyendo a apoyar económicamente a un régimen desvitalizado por 26 años de dictadura. Algunos grupos defienden abiertamente el boicot al turismo, aun cuando sus acciones no son en modo alguno seguras y constantes. A muchos suecos les asombró la opinión de Aranguren de que el turismo no debe boicotarse porque en primer lugar no sería democrático impedir a la gente viajar adonde les parezca y en segundo lugar porque eso sólo traería consigo al aislamiento de España frente a la evolución cultural y social.

Cabe desde luego preguntarse si esa respuesta de Aranguren comprende el problema en su totalidad o si siquiera da en su núcleo más importante. Posiblemente las ideas de Aranguren sobre la cuestión sean más matizadas que lo que permite el breve asalto de los periodistas entrevistados. Lo que si se pone de manifiesto es la urgencia de que las fuerzas de la oposición (y en este caso mejor las del exterior que las del interior) analicen seria y profundamente el enrevesado cuempiés del problema del turismo que, como todo en la historia, tiene sus aspectos favorables y desfavorables, para poner de manifiesto cuál es realmente la solución que conviene darle.

José Luis RAMÍREZ.

Letras de luto

El día 14 de septiembre falleció en Marsella la compañera **Marcelina Fernández**, esposa del compañero Francisco Fernández, ambos afiliados a nuestras organizaciones de dicha localidad, donde residían desde hace tres años, procedentes de las Secciones del P.S.O.E. y U.G.T. de Túnez, continuando así la actividad de militantes, comenzada hace treinta y cinco años.

A nuestro compañero Francisco Fernández, a su hijo José, en Francia, y a su hija y demás familiares en España, expresamos nuestro más sentido pésame.

En el hospital Saint-André, de Burdeos, falleció el 18 de octubre nuestro querido compañero, afiliado a las Secciones del Partido y la U. G. T., **Antonio Avila Gimenez**. Nació en Maracena (Granada) el año 1904, y desde su juventud trabajó sin interrupción en el seno de nuestras organizaciones, por la justicia social. Fué fundador de la Agrupación Socialista y de la U.G.T., en Maracena. De ésta fue presidente y de aquella consejero municipal. Su carácter jovial y reflexivo, su ponderación y altura de miras le habían granjeado la simpatía y amistad de cuantos le trataron. En la conducción del féretro, presidida por su desconsolada esposa y por sus cinco hijos, figuraban las delegaciones de nuestras organizaciones y muchos compañeros y compañeras, así como numerosa concurrencia española y francesa.

Reiteramos a toda la familia de nuestro malogrado compañero nuestra profunda simpatía y condolencia. — V.P.

La Sección del Borinage, Cuasmes, en Bélgica, de la Unión General de Trabajadores de España, al tener conocimiento de la muerte de nuestro compañero **Manuel Revuelta** en un accidente de carretera, expresa su condolencia a sus padres adoptivos. Hemos tenido noticia de su muerte, bien sentida por nosotros, por el órgano semanal "Sindicato", de la F.G.T.B.

Manuel Revuelta, hijo de una familia española, quedó huérfano a la edad de nueve años, siendo confiado a una familia de Eucassiné, donde el que le hizo un hombre era un simple obrero de la cantera.

Apenas empezó a sentirse hombre, Manuel Revuelta ocupó diferentes puestos de confianza dentro del movimiento sindical. Su primer cargo fue el de delegado principal en la cantera de Thourarmont. Fue presidente del Sindicato de las Canteras en 1956, miembro del Comité ejecutivo y del Comité nacional de la vieja Central de la Piedra, y después de su fusión con la Central General, miembro del Comité ejecutivo de la Central General del Centro y de la F.G.T.B. regional del Centro.

A la edad de sesenta años, este compañero, muerto en plena actividad, se dedicaba de lleno a servir eficazmente a sus compañeros de trabajo.

Su recuerdo vivirá largo tiempo entre nosotros los españoles que amamos la lucha sindical porque consideramos que es donde los obreros tenemos nuestra fuerza. ¡Un español siendo figura directora de los sindicatos belgas! El supo seguir el camino recto de la justicia y de la libertad en un país que no era el suyo. ¡Lástima que haya abandonado su carrera sindical de esta catastrófica manera, cuando su vida estaba todavía en plena dedicación al servicio de la clase trabajadora!

Nuestra Sección, de nuevo, expresa su más viva condolencia.

SE DESEA CONOCER EL PARADERO...

De Juan González Pudido, nacido en Carmona, provincia de Sevilla, en 1901, hijo de Encarnación y de Francisco, que fue detenido y llevado, en camión en Carmona sin saber exactamente dónde.

Quienes puedan dar alguna noticia se ruega escriban a Madeleine Portillo Kosmann, 20, rue des Ecoles, Paris (5).

EGYPTE

Les amis de Nasser éliminés du pouvoir

« Rien de tel ne s'était produit depuis le jour où Nasser a poussé, en 1954, Néguib hors du pouvoir, pour s'en emparer lui-même. Ce qui se passe est à peine croyable ».

L'auteur de ces lignes est un des journalistes les plus connus d'Egypte, qui travaille au Caire pour le Gouvernement. Il faisait ainsi allusion à la révolution silencieuse qui a transfiguré le régime au cours des trois ou quatre dernières semaines.

En effet, la nomination de Zakariah Mohieddine au poste de Premier Ministre représente bien plus que l'accession à un poste quelconque dans l'entourage de Nasser : Il s'est agi d'une véritable révolution de palais, organisée par Mohieddine et ses amis de la police secrète, révolution soutenue par plusieurs personnalités civiles et militaires.

Mais l'essentiel de l'entreprise de Mohieddine ne devint réalisable que lorsque le maréchal

Amer y accorda son appui. Celui-ci obtenu, il ne fut pas difficile de « persuader » Nasser de changer de Premier Ministre. Mais lorsqu'il s'aperçut de ce qui se passait, il était trop tard pour qu'il puisse reculer.

La première chose que fit Mohieddine fut de convaincre Nas-

Par E. GALLI

ser que les groupes d'opposition — les Officiers Libres et la Fraternité Musulmane — avaient réussi à pénétrer dans son entourage immédiat et dans les forces de police et de sécurité. Une purge radicale s'imposait, et Nasser accepta.

Mohieddine commença son action en douceur. Six domestiques au service de Nasser furent renvoyés comme suspects, et remplacés ; il en alla de mê-

me du cuisinier en chef. Nasser cessa de dormir chez lui et prit soin de ne jamais coucher deux fois au même endroit. Mais ces précautions ne servirent qu'à camoufler les intentions véritables de Mohieddine.

Celles-ci se précisèrent lorsqu'il nomma son ami intime, le général Youssef Hafez, comme principal adjoint au Ministère de l'Intérieur. Le général Kamil, chef des services secrets, fut chargé en même temps que Hafez, de réorganiser les services d'espionnages et de contre-espionnage, ainsi que la police. Cette mesure était destinée à couvrir l'opération qui allait suivre. Les deux hommes, il faut le rappeler, avaient été portés sur la liste de « retraite » par l'ancien Premier Ministre, Aly Sabry : Tous deux étaient proches collaborateurs de Mohieddine.

En l'espace d'un peu plus de deux semaines, ils renvoyèrent ou mirent à la retraite quelque 750 membres des services de sécurité, parmi lesquels se trouvaient 210 inspecteurs principaux. Les postes ainsi vacants furent aussitôt occupés par des hommes de Mohieddine — et parmi eux, de nombreux officiers et membres des services de sécurité qui avaient été prématurément mis à la retraite par Aly Sabry.

En examinant soigneusement ces nominations, on s'aperçoit que parmi ceux qui ont été relevés de leur fonction se trouvent des gens reconnus comme particulièrement loyaux envers Nasser. Ils sont remplacés par d'autres, bien connus pour leur dévotion à Mohieddine...

Les services secrets furent pris en charge par le général de brigade Ahmed Kohiyah, dont les principaux adjoints sont tous des hommes à charge de Mohieddine. Les forces régulières de police furent également réorganisées. Un par un, les principaux piliers du nassérisme disparurent et furent remplacés par des visages souvent familiers. Le général Kamil les regroupa en quatre commandements para-militaires, qu'il affecta aux quatre districts suivants : Sud, Centre, Nord et le Caire.

Le colonel Fouad, qui est à la tête de la police du Caire, est un policier d'un genre inhabituel : Il en sait plus long sur la Fraternité Musulmane et sur les Officiers Libres que quiconque en Egypte. Le Front National a mis sa tête à prix, mort ou viv, et le prix est d'un montant appréciable.

Il y a donc un véritable changement de pouvoir au Caire. Mohieddine a remplacé Nasser, et ce dernier lutte pour reconquérir la place. Or, l'équilibre du pouvoir est entre les mains d'un « troisième homme », le maréchal Amer, frais émoulu de son triomphant voyage à Paris.

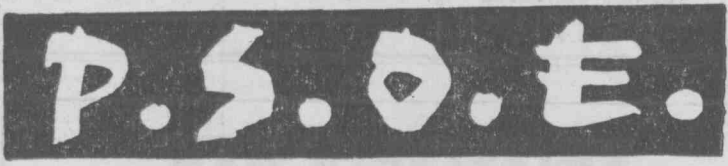
Les jeux ne sont pas encore faits, bien que Mohieddine soit à présent le personnage numéro un. Il s'occupe activement de réorganiser la presse et la radio, afin de les intégrer à son plan, qui vise à évincer Nasser de son poste en douceur, sans provoquer de guerre civile ou de soulèvement grave.

Comité de Redaction de LE SOCIALISTE :

- Jean PAUL-BONCOUR
- Suzanne LACORE
- Eugène MONTEL
- Georges GUILLE
- Gérard JAQUET
- Joseph BEGARRA

Administrateur : Roger SOUTHON

J. de RAVALET



BUENOS AIRES

El sábado, día 4 de septiembre, tuvo lugar la asamblea general ordinaria de esta Sección, que fue presidida por el compañero Alfredo Romay, actuando como Secretario el compañero José Usan. Se dio lectura a la correspondencia y circulares de la C.E., siendo aprobada. El Comité hizo una amplia exposición de toda su gestión durante el último periodo de su mandato, la que abarcó entre otros puntos importantes, las altas y bajas, gestión administrativa, LE SOCIALISTE y el nuevo reglamento orgánico de la Sección. Después de intervenir varios compañeros haciendo preguntas y solicitando aclaraciones, la gestión del Comité fue aprobada por unanimidad.

El Comité quedó constituido en la forma siguiente : Presidente, Constantino Salinas ; Secretario general, José Aranda ; Vicesecretario, Emilio Madariaga ; Tesorero, Joaquín Merino ; Vocales, Alfredo Romay, Porfirio Atienza y Sergio Echevarría.

También se eligieron las Comisiones Revisora de Cuentas y de Conflictos. Para la primera se designaron a los compañeros José López Gento, Francisco Morante y Esteban Muñoz Mariscal, y para la segunda a los compañeros Fortunato Martínez,

Fulgencio Ayala y Manuel Fraguas.

Una jornada más que cumple esta Sección desde estas lejanas tierras del Río de la Plata, con la fe y la esperanza puestas en nuestro ideario socialista y en la pronta liberación de nuestra patria del régimen franquista.-C.

BURDEOS

El domingo, 3 de octubre, celebró esta Sección la asamblea anunciada, aprobándose la gestión del Comité, así como el estado de cuentas y el movimiento de afiliados. En la renovación de parte del Comité, se aceptó la renuncia del compañero José Campos a causa de su estado de salud, quedando constituido el Comité de la siguiente manera : Presidente, Cándido Medina ; Vicepresidente, Santiago Prudencio ; Tesorero, José López Lindés ; Vicesecretario, Pascual Sangüesa, y Vocal, Luciano Lacuey. — El Comité.

PERPINAN

Se convoca asamblea general ordinaria de esta Sección para el domingo, 14 del corriente mes, a las diez de la mañana en primera convocatoria, y a las diez treinta en segunda, en nuestro local.

Dado el extenso Orden del Día, se ruega la puntual asistencia de los afiliados. — El Comité.



MONTEPELLIER

La Sección local de la U.G.T. de Montpellier celebrará asamblea general en el salón de costumbre, el domingo, 21 del actual, a las diez de la mañana, lo que se hace conocer a los compañeros por la presente convocatoria.

ZURICH

Esta Sección se reunió en asamblea el día 1 de octubre, oyendo el informe de Secretaria sobre la actuación del Comité desde la última asamblea, siendo aprobada la actuación de éste después de ser contestadas por el presidente algunas preguntas aclaratorias que se hicieron. Se

trató, además, de asuntos de régimen administrativo y la admisión de seis compañeros que habían presentado su petición de ingreso, que fue aprobado por unanimidad.

Asimismo se aprobó la propuesta presentada por el Comité de reunirnos cada primer viernes de mes, en el local que nos ha sido cedido por la Cooperativa italiana de esta ciudad, en donde quedará depositada la biblioteca que estará siempre a disposición de todos los miembros, encargando al Comité exprese el reconocimiento de la Sección a la sociedad mencionada por su gesto de amistad y solidaridad. C.

Evolución económica y voluntad

(Viene de la página 1)

ción, él se extiende a lo que Marx llama «superestructura jurídica y política de la sociedad a la cual corresponden las formas de conciencia social determinada». Marx emplea igualmente los verbos **determinar** y **condicionar**. Así escribe «El modo de producción de la vida material condiciona el proceso de la vida social, política e intelectual en general. No es la conciencia de los hombres la que **determina** su ser; es inversamente su ser social quien **determina** su conciencia».

Las fuerzas productivas son los solos motores de la historia y los hombres no tienen más que esperar. Es lo que deben hacer los deterministas. Dentro de la más pura ortodoxia marxista, Kautsky pudo escribir: «Sabemos que no está en nuestro poder el crear una revolución como el impediría. Nuestro trabajo consiste en empujar a la revolución ni en prepararla».

Según esta concepción el partido obrero debe ser el educador de la clase obrera. Le enseña la ciencia marxista a fin de prepararla a su destino.

Pero quien dice política, dice voluntad. Marx y Engels fueron fundadores de la Primera Internacional. Ambos son ejemplos de voluntad política al servicio de la revolución. Marx fue el redactor del Manifiesto fundacional

de la Primera Internacional y allí se muestra en extremo voluntarista. Marx escribió también en las notas sobre Feuerbach; en la tercera asegura que la educación es transformada por los hombres y en la undécima dice: «Hasta ahora los filósofos no han hecho más que interpretar el mundo; pero lo que importa es transformarlo. No cabe ser más voluntarista. Esto es una llamada a la acción. Un partido político es un haz de voluntades y tanto Marx como Engels fueron partidarios de que el proletariado se constituyera en clase dirigente, en partido político independiente, para la conquista del Poder».

Después, Kautsky se ha presentado, sobre todo, como determinista y Rosa Luxemburgo, al contrario, se nos muestra como voluntarista cuando asegura que el ser social del proletariado determina su conciencia revolucionaria. Lo mismo que Lenin es voluntarista, o activista, cuando pone la conciencia de las masas en el partido dirigente.

En resumen puede decirse que Marx y los marxistas son deterministas cuando estudian las condiciones económicas y voluntaristas cuando examinan lo que debe hacer el proletariado

IMPRIMERIE SPECIALE
28-30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^{er}

ESPICANDO LA PRENSA

(Viene de la cuarta pág.)

ral, económica, empresarial..., apenas nada comparado con los valores morales de nuestros tiempos áureos. Y ahora, esa República italiana de "sinistros designios", trata de hacer lo mismo que la República francesa. Bien hace "ABC" en dar el toque de alarma. Pero nosotros preguntamos, ese toque de alarma, ¿a quién va dirigido?

Y con todo esto se nos ha venido a las manos el periódico "Ya", del 12 de octubre, día de la Fiesta de la Raza, con unas declaraciones del director del Instituto de Cultura Hispana, señor Marañón Moya. Veamos lo que dice el jerarca de la Hispanidad. Preguntó el periodista :

«— ¿Otra vez la Hispanidad? »
«— Sí, otra vez; y esta vez los

BURDEOS

GRUPO DE ESTUDIOS « PABLO IGLESIAS »

« Las conferencias del reciente curso de la Escuela de Verano: Su alcance y enseñanzas ».

El acto sobre tan interesante tema desarrollado por el Director de la Escuela, compañero Paulino Barrabés, el pasado 24 de octubre, hubo de interrumpirse a las doce y cuarto del mediodía por continuar en la primera oportunidad.

El domingo, 14 de noviembre, a las diez y media de la mañana, en el domicilio social del Grupo, sala del Café «Victor Hugo», reanudará el compañero Barrabés su intervención para completar el tema, esperando acudir a escucharle tan numerosa concurrencia como en su primera y enjundiosa disertación, a la que quedaban cordialmente invitados todos nuestros compañeros y simpatizantes.

El Secretario,

CLERMONT-FERRAND

Esta Sección convoca asamblea general ordinaria para el día 21 de noviembre, a las nueve y media de la mañana en primera convocatoria y a las diez en segunda.

Se ruega a todos los compañeros asistencia y puntualidad, pues hay cosas urgentes que comunicarnos.

El Secretario,



On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.
Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, al menos de los medios que t'han vergonzosamente os acaban de quitar.
Georges BRUTELLE,
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

INDONÉSIE

Une situation chaotique

DEPUIS le 30 septembre, l'Indonésie connaît une situation chaotique. Le régime du président Soekarno a éclaté et ne se rétablira jamais comme auparavant.

Dans quelle mesure le vieux leader nationaliste a-t-il lui-même encore le contrôle du pouvoir ? Ainsi, une crise prévisible, mais qui, pensait-on, éclaterait après sa mort, s'est produite de son vivant, et constitue pour lui une triste fin.

Mais cette faillite est plus encore celle du parti communiste indonésien (P.K.I.)

Dans les premiers jours qui suivirent le putsch du 30 septembre, une distinction a subsisté entre les insurgés pro-communistes et le parti communiste « officiel ». Le président Soekarno, tout en se prononçant évidemment pour le rétablissement de l'ordre semblait encore vouloir ménager le P.K.I. et, disons, « recoller » les morceaux sur la formule du « Nasakom » — l'alliance des forces nationalistes, religieuses (musulmanes) et communistes. Il continuait de dénoncer l'impérialisme, sous-entendu américain. Sur ce, Pékin lui décernait encore un message de félicitations !

Les généraux au pouvoir ?

Pour les chefs militaires anti-communistes, cependant, l'heure de leur propre contrôle du pouvoir avait sonné. Plusieurs d'entre eux avaient échappé de justesse à la mort, dont Nasution lui-même. D'autres avaient été abattus. De vastes manifestations anti-communistes s'organisèrent en réaction, les organisations nationalistes et musulmanes se mirent à réclamer l'interdiction du P.K.I., une « chasse aux communistes » fut ouverte, les bâtiments du P.K.I. furent attaqués, il y eut des milliers d'arrestations, des exécutions, des pillages.

Tout se passe maintenant comme si l'armée est effectivement au pouvoir : elle « légalise » un mouvement anticommuniste assez anarchique, et ce qu'elle fait est ensuite « légalisé » par le président Soekarno, lequel semble courir après le pouvoir qui lui échappe, tout en luttant pour un certain équilibre.

C'est ainsi que non seulement le parti communiste mais encore des dizaines d'organisations périphériques, sont maintenant interdits. Rien ne prouve que tout soit vraiment fini dans le centre de Java avec les unités militaires insurgées ni que les rebelles communistes soient complètement désarmés. On a cependant annoncé l'arrestation du colonel Untung. Le P.K.I. « classique » en tout cas, a subi une défaite totale : il s'est effondré. Si sa base populaire subsiste, ce sera sous des formes nouvelles.

La faillite du P.K.I.

Ainsi, la force considérable de ce parti communiste, fort de plusieurs millions de membres, le plus puissant du monde « libre », à orientation à la fois ultra-nationaliste et pro-chinoise, ne l'a pas préservé de ce sort funeste. Associé à la bourgeoisie indonésienne, représentée par Soekarno, associé au pouvoir, infiltrant l'Etat et même l'armée, contrôlant les organisations syndicales, féminines, de jeunesse, pratiquant à l'intérieur cette même collaboration dirigeante tant reprochée par Pékin à Moscou dans d'autres pays du Tiers Monde, profitant des avantages du pouvoir pour gérer des « règlements de compte » avec d'autres fractions du mouve-

vement ouvrier, il avait subordonné à des objectifs de politique étrangère coïncidant avec les intérêts d'Etat de la Chine, la défense des intérêts directs des masses indonésiennes, lésées par de graves difficultés économiques et financières, par le renchérissement des prix des denrées, par les insuffisances des formes de gestion étatique dans les secteurs nationalisés. Il avait poussé à la charrette ultra-nationaliste dans le conflit avec la Malaisie. Le président Soekarno et les communistes se réclamaient également de la théorie bizarre des « forces montantes révolutionnaires », ignorant les oppositions entre les classes à l'intérieur pour concevoir la révolution à l'échelle des rapports entre les Etats et les blocs. Ce qui s'est passé en Indonésie est une faillite incroyable pour les théoriciens communistes chinois, ignorant leur propre expérience historique !

Cet été, cependant, le P.K.I. semblait au faite de son influence. On touche ici au « mystère » du 30 septembre. Le « putsch » lui-même apparaît sans conteste comme d'inspiration communiste, et en même temps, le P.K.I. n'a pas jeté toutes ses forces dans la balance, ni lancé l'appel au peuple, l'ordre de grève générale à des millions de travailleurs, etc.

On peut supposer que le P.K.I. a voulu se ménager une porte de sortie, en quoi il a très mal réussi. On conçoit fort bien une tentative de prise du pouvoir par en haut, basée sur la révolution de palais, la liquidation des chefs militaires anticommunistes, la conquête des organes de l'Etat. Une autre explication est que le secrétaire général du P.K.I., M. Aidit, très autoritaire dans son propre parti, a été débordé par certains éléments et n'a plus été maître du jeu, pas plus que Pékin. Des chefs militaires procommunistes ont pu déclencher le processus insurrectionnel, voire offrir leurs services au P.K.I., ou agir pour leur propre compte. On sait enfin que les rebelles du 30 septembre ont prétendu agir pour prévenir un autre putsch, ourdi, celui-là, avec l'appui de la C.I.A. américaine. Que la C.I.A. complot et intrigue un peu partout dans le monde, on ne le sait que trop. Mais pour les communistes indonésiens, toute la différence était de se trouver dans ou contre la légalité. Ils ont pu croire, ou être amenés à croire qu'ils devaient agir préventivement. Plus probablement, le déclin physique du président Soekarno, dont ils étaient informés de première source, les a incités à bouger. Il y avait déjà eu, cet été, la polémique sur l'armement des milices populaires « pour la défense nationale » que ni les chefs de l'armée ni le président Soekarno n'étaient, et pour cause, prêts à accepter !

Instabilité

Insistons ici sur la rareté et l'incertitude des sources d'information relatives à la situation indonésienne, qu'il s'agisse des émissions de Radio-Djakarta, des informations de source malaisienne ou des rares récits directs qui filtrent.

Quant à l'agence « Chine Nouvelle », elle vient seulement de découvrir une « campagne antichinoise » de « certains milieux » qui ne ternira pas, dit-elle, l'amitié entre le peuple chinois et le peuple indonésien.

Si la politique de Djakarta prend un tour anticommuniste, cela ne signifie pas que les nouveaux dirigeants, encore mal connus, à part le général Nasution

Continuàn los atropellos de las autoridades franquistas contra los trabajadores. - A más de cincuenta obreros de "La Naval" se les imponen multas de 25.000 pesetas

GOBIERNO CIVIL DE VIZCAYA
SECRETARIA GENERAL
Núm. 2
Fecha 27 10 59
Núm.
Expósito

Vista la denuncia formulada ante este Gobierno Civil por la Jefatura Superior de Policía de Vizcaya resulta de ella los siguientes hechos:

Que con ocasión del paro colectivo laboral producido el día 11 del actual en la Factoría Española de Construcción Naval, se distinguió Vd. como uno de los principales promotores de dicho conflicto, teniendo participación activa en el mismo y ejerciendo presión sobre el resto de sus compañeros de dicha Empresa.

Como en los hechos aludidos aparece Vd. responsable de una falta prevista en el art. 2º apartado c) de la vigente Ley de Orden Público, de 30 de julio de 1959, he acordado, en uso de las facultades que me confieren los arts. 18 y 19 del expresado cuerpo legal, imponerle una multa de **VEINTICINCO MIL** pesetas.

Contra esta sanción puede Vd. interponer recurso, que tendrá el doble carácter de súplica ante este Gobierno Civil, y a título subsidiario, de alzada ante el Excmo. Sr. Ministro de la Gobernación. Dicho recurso deberá ser presentado en este Centro en el plazo máximo de diez días hábiles, contados a partir del siguiente a aquel en que se practique la notificación, y previo depósito de un tercio del importe de la multa que puede ser constituido a disposición de este Gobierno Civil en la Caja de Depósitos de la Delegación de Hacienda.

Si previamente no ha hecho Vd. uso del derecho a recurrir, deberá hacer efectiva la multa en papel de pagos al Estado y en este Gobierno Civil, en el plazo de diez días hábiles, contados en la forma anteriormente indicada. Transcurrido dicho término sin que el pago haya sido efectuado, se ejercerán las facultades subsidiarias reservadas a la Autoridad para mantener la efectividad de la sanción.

Dios guarde a Vd. muchos años.
Bilbao, 20 de octubre de 1959
El Gobernador Civil
[Signature]

Otro escandaloso atropello se acaba de cometer contra los trabajadores que se encuentran absolutamente desamparados de medios legales y sindicales. La poderosa empresa Sociedad Española de Construcción Naval, de Sestao, ha infringido el Convenio colectivo al no abonar a sus obreros desde hace cuatro años la parte que les corresponde en los beneficios.

Los obreros no han cesado de reclamar ese derecho sin que se les haya atendido. Y todavía la empresa, para intimidarlos, hizo ocupar la factoría por la Guardia Civil el 11 de octubre, con lo que, además, comestía un acto de provocación. Para protestar contra estos abusos los obreros hicieron huelga de brazos caídos. Cuando ya se había restablecido la normalidad, la empresa cerró la factoría hasta el lunes, día 25.

Mientras tanto, como siempre ocurre bajo el régimen de Franco, el gobernador civil de Vizcaya ha impuesto multas a más de

cincuenta obreros por veinticinco mil pesetas cada una y a otros de diez mil y hasta de treinta y siete mil quinientas. Contra la empresa, inculpidora del Convenio colectivo, que ha practicado el «lock-out» y provocado a los obreros no se ha tomado ninguna sanción.

Reproducimos una de las comunicaciones de esas multas. Obsérvese que se invoca el artículo 2º, apartado c), de la Ley de Orden Público, de 30 de julio de 1959. Y ese apartado c) dice que se considera contrario al orden público «Los paros colectivos y los cierres o suspensiones ilegales de empresas, así como provocar o dar ocasión a que se produzcan unos y otros». ¿Quién ha cerrado, pues, la factoría? ¿Quién ha provocado o dado ocasión a que se produjera el conflicto? La injusticia contra los obreros es patente incluso apoyándose en esa draconiana Ley de Orden Público.

El gobernador civil advierte a

los obreros, tan dura e injustamente castigados, por esa misma comunicación, que tan solo pueden interponer recurso, que tendrá el doble carácter de súplica ante su autoridad y de alzada ante el ministro de la Gobernación, en el plazo máximo de diez días y previo pago del tercio del importe de la multa. ¿Qué obrero puede en ese plazo pagar una cantidad tan elevada? Les espera la cárcel, el despido de su trabajo y la ruina para ellos y sus familias.

Nos ha llegado también una primera lista de obreros multados por el gobernador. Son los siguientes: Prudencio Pastor, Antonio Moa, Eduardo López, Eduardo Marauri, Luis Obregón José Brena, Vicente Cihuelo, Alfredo Bartolo, Claudio Nuño, Félix Rodríguez, Manuel Espina, Ramón Gómez, Evaristo Rodríguez y Basilio Herraez. Todos estos obreros y sus compañeros merecen la simpatía y la solidaridad de los trabajadores de toda España.

(lui-même ancien putschiste) forment une direction soudée à orientation nette.

Généralistes réactionnaires et généraux nationalistes « du juste milieu », conservateurs pro-américains et neutralistes véritables

semblent à la recherche de dosages nouveaux.

L'instabilité, due essentiellement aux pressions populaires et aux orientations divergentes au sein de la bourgeoisie indonésienne, semble devoir être le

lot de l'Indonésie — un bloc de cent millions d'habitants — comme elle l'est pour l'ensemble du Tiers Monde, avec tous les risques qui en découlent.

Robert FALONY